

Conditions de vente

Rép. n° 10446

L'AN DEUX MILLE VINGT-SIX.

Le vingt-deux septembre.

Nous, Xavier **DUGARDIN**, Notaire de résidence à Namur/Saint-Servais, procédons à l'établissement des conditions de vente de la vente online sur saisie immobilière sur biddit.be du bien décrit ci-dessous, en application de l'article 1582 du Code judiciaire, à la requête de :



en vertu de l'Ordonnance rendue le 03 juillet 2026, aux termes de laquelle le Juge des saisies près le Tribunal de première instance de Namur a commis le Notaire Xavier DUGARDIN, soussigné, pour procéder à l'adjudication du bien saisi ci-après décrit.

Ces conditions de vente contiennent les chapitres suivants :

- A. Les conditions spéciales ;
- B. Les conditions générales d'application pour toutes les ventes online ;
- C. Les définitions au sein desquelles sont spécifiés les termes utilisés ;
- D. Le(s) procuration(s), si reprise(s).

A. CONDITIONS SPECIALES DE VENTE

Coordonnées de l'étude

Etude du Notaire Xavier DUGARDIN

Chaussée de Waterloo, 38 - 5002 Namur/Saint-Servais

Tél. 081.22.10.00 - Fax : 081.23.00.18 – Mail : xavier.dugardin@belnot.be

L'Etude est ouverte de 09h00 à 12h30 et de 13h30 à 17h00.

S.R.L. « Xavier DUGARDIN, Notaires associés » - RPM Namur - B.C.E.

/TVA : 0677.935.671.

Identités du saisi

Description du bien - Origine de propriété

DESCRIPTION DU BIEN

Commune d'Assesse - Première division / Assesse

Un entrepôt avec dépendances, sur et avec terrain, l'ensemble situé rue Fontaine Saint-Pierre, numéro 1A, cadastré section B, numéro 0220/MP0000 (anciennement numéro 220/F), pour une contenance de trente-quatre ares vingt-et-un centiares (34 a 21 ca).

Revenu cadastral non-indexé : trois mille cent quatre-vingts euros (3.180,00 EUR).

La description cadastrale du bien a été établie au vu d'un extrait de matrice cadastrale délivré le 10 juillet 2026.

ETABLISSEMENT DE LA PROPRIETE TRENTENAIRE

La description du bien est établie de bonne foi, au vu des titres de propriété disponibles et des indications cadastrales, qui ne sont communiquées qu'à titre de simple renseignement.

Sous réserve de ce qui est mentionné dans les conditions de vente, seuls sont vendus les biens immeubles, de même que tous ceux que la Loi répute immeubles par incorporation, destination ou attache à perpétuelle demeure.

Les canalisations, compteurs, tuyaux et fils appartenant à des sociétés de fourniture d'eau, de gaz, d'électricité ou de tous services comparables ne sont pas compris dans la vente.

Mise à prix

La mise à prix s'élève à la somme de **QUATRE CENT CINQUANTE MILLE EUROS (450.000,00 EUR)**.

Enchère minimum

L'enchère minimum s'élève à mille euros (1.000,00 EUR). Cela signifie qu'une enchère de minimum mille euros (1.000,00 EUR) doit être effectuée ou un multiple de cette somme, et que des enchères inférieures à cette somme ne seront pas acceptées.

Début et clôture des enchères

Le jour et l'heure du début des enchères est le 30 novembre 2026, à 11h00.

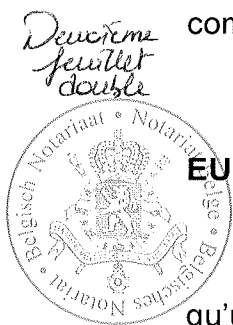
Le jour et l'heure de la clôture des enchères est le 07 décembre 2026, à 11h00, sous réserve d'éventuelles prolongations, conformément à l'article 9 des conditions générales, en raison du sablier et/ou d'un dysfonctionnement généralisé de la plateforme d'enchères.

Jour et heure de signature du procès-verbal d'adjudication

Sauf instruction contraire du Notaire instrumentant et sauf retrait du bien de la vente, le procès-verbal d'adjudication sera signé en l'étude dudit Notaire **le 11 décembre 2026, à 10h00**.

L'attention de l'acquéreur est donc attirée sur la circonstance qu'il devra se rendre disponible pour se présenter à l'étude du Notaire soussigné le 11 décembre 2026, à 10h00, sauf à prendre des dispositions préalables (par exemple : signature d'une procuration par acte notarié).

Visites



Les amateurs pourront contacter l'étude du Notaire Xavier DUGARDIN, soussigné, pour tout éclaircissement ou question quelconque relative à la vente par mail (xavier.dugardin@belnot.be) ou par téléphone (081.22.10.00).

Les visites seront organisées par l'étude selon les modalités qui seront fixées directement avec l'amateur.

Séance d'information - Lecture du cahier des charges

Une séance d'information visant à permettre au Notaire Xavier DUGARDIN, soussigné, de répondre aux questions des amateurs, ainsi qu'à commenter le contenu du présent cahier des charges, est fixée au mercredi 25 novembre 2026, à 14h00, en son étude.

La participation des amateurs à cette séance n'est pas obligatoire, mais est vivement recommandée.

Situation hypothécaire du bien prédécrit

Transfert de propriété

L'adjudicataire devient propriétaire du bien vendu au moment où l'adjudication devient définitive.

Jouissance - Occupation

L'adjudicataire aura la jouissance du bien vendu après s'être acquitté du prix, des frais et de toutes charges accessoires, en principal et intérêts éventuels.

Il est, avant ce paiement, interdit à l'adjudicataire d'apporter au bien vendu des changements ou de le démolir en tout ou partie. Il pourra néanmoins, à ses frais, prendre des mesures conservatoires.

L'adjudicataire est subrogé dans tous les droits et obligations du vendeur dérivant des occupations renseignées dans les conditions de la vente, sans préjudice des droits qu'il peut faire valoir en vertu de la convention ou de la Loi et auxquels la présente disposition ne porte pas atteinte. Lorsque le bien est loué, l'adjudicataire en aura la jouissance par la perception des loyers ou fermages, calculés au jour le jour, dès le paiement par lui du prix, des frais et de toutes charges accessoires, en principal et intérêts éventuels. Lorsque le loyer ou le fermage est payable à terme échu, la partie de celui-ci correspondant à la période allant de la précédente échéance au jour de l'entrée en jouissance de l'adjudicataire, revient au vendeur.

L'adjudicataire ne peut opposer aucune compensation entre le prix d'adjudication et les garanties qui auraient été versées par les locataires ou fermiers.

Impôts

L'adjudicataire paiera et supportera, au jour le jour, toutes taxes, précomptes et autres charges fiscales quelconques, en rapport avec le bien vendu et ce, à compter du jour où le prix devient exigible ou à compter de son entrée en jouissance si celle-ci intervient plus tôt. Les taxes sur terrains non-bâties, sur les résidences secondaires, sur les biens inoccupés ou abandonnés, ainsi que les taxes de recouvrement déjà établies, restent intégralement à charge du vendeur pour l'année en cours.

Registre des gages

L'adjudicataire reconnaît, en outre, que le Notaire instrumentant a attiré son attention sur le fait que des tiers ont la possibilité d'enregistrer un gage dans le



8

✓

registre des gages ou se préserver une réserve de propriété relative à des biens meubles qui ont éventuellement été incorporés à un immeuble depuis.

Le vendeur déclare que le bien objet de la présente vente n'est pas grevé d'un gage enregistré dans le registre des gages et ne fait pas l'objet d'une réserve de propriété en faveur d'un tiers, de sorte que le bien prédécrit peut être aliéné inconditionnellement et pour quitte et libre de toute inscription en la matière.

Droit de préemption - Droit de préférence

Pour autant qu'ils soient opposables, le Notaire instrumentant adjuge, le cas échéant, sous la condition suspensive du non-exercice du (des) droit(s) de préemption ou de préférence de toute personne à qui ce(s) droit(s) serai(en)t attribué(s) en vertu de la Loi ou par convention.

L'exercice de ce(s) droit(s) a lieu dans les conditions et selon le mode que la Loi ou la convention prévoient, et qui sont précisés dans les présentes conditions de vente.

Etat du bien - Vices

Le bien est vendu dans l'état où il se trouve au jour de l'adjudication, même s'il ne satisfait pas aux prescriptions légales, sans garantie des vices apparents ou cachés et sans aucun recours, ni droit de renoncer à la vente, même lorsque la description des biens et l'indication des servitudes est erronée, imprécise ou incomplète.

L'exonération de la garantie des vices cachés ne vaut pas pour un vendeur professionnel, ni pour un vendeur de mauvaise foi.

Limites - Contenance

Les limites précises et la contenance déclarée du bien prédécrit ne sont pas garanties par le vendeur, même si un plan de mesurage ou de bornage, ancien ou récent, a été dressé.

Toute différence de contenance en plus ou en moins fera profit ou perte pour l'adjudicataire, même si elle excède un vingtième, sauf, mais sans garantie, le recours éventuel contre l'auteur du plan s'il en est.

Servitudes et mitoyennetés

Le bien est vendu avec toutes les mitoyennetés éventuelles et avec les servitudes actives et passives, apparentes et non-apparentes qui peuvent l'avantager ou le grever, sauf à l'acquéreur à faire valoir les unes à son profit et à se défendre des autres, mais à ses frais, risques et périls, sans intervention du vendeur, ni recours contre lui.

Le vendeur déclare ne pas avoir connaissance du fait que le bien prédécrit ait fait l'objet de conventions dérogatoires au droit commun et relatives à la mitoyenneté des murs et clôtures formant limite du bien, et aucune mitoyenneté ne reste due.

Le vendeur déclare qu'à sa connaissance, aucun droit n'a été établi, ni obligation à l'égard du bien prédécrit, ni de servitudes apparentes.

Au cas où des conditions spéciales existeraient et n'auraient pas été relatées au Notaire Xavier DUGARDIN, soussigné, l'adjudicataire sera purement et simplement subrogé dans tous les droits et obligations du saisi au sujet desdites éventuelles stipulations, pour autant qu'elles soient toujours d'application et sans que la présente clause ne puisse conférer à des tiers plus de droits qu'ils n'en auraient en vertu de titres réguliers et non-prescrits.

A ce propos, l'acte précité reçu par le Notaire Stéphane WATILLON, ayant résidé à Namur, à l'intervention du Notaire Pierre LEMOINE, à Harzé-Aywaille, en date du 04 mai 2015, stipule ce qui suit :

« CONDITIONS PARTICULIERES

L'acte reçu par le Notaire Pierre LEMOINE, à Harzé-Aywaille, à l'intervention du Notaire Renaud GREGOIRE, à Moha, le premier décembre deux mille quatre, dont question ci-avant, dans l'origine de propriété, contient les stipulations ci-après littéralement reproduites :

« « CONDITIONS SPECIALES

L'acte reçu par Maître Jean-Paul DECLAIRFAYT, le vingt-deux juin mil neuf cent quatre-vingt-huit, dont question dans l'origine de propriété in fine des présentes, contient les clauses suivantes :

« « « Article 7 : La société acquéreuse s'engage à exercer sur le terrain ici vendu l'activité de vente et réparation d'hydro-nettoyeurs et hydro-sableurs à haute pression. Elle s'engage en outre, dans un délai de deux ans à dater des présentes, à procéder à des investissements d'un montant minimum de trois millions de francs et à employer deux personnes, sur le terrain prédécrit.

Article 8 : La société acquéreuse s'efforcera de recruter le personnel de son entreprise dans la région.

Article 9. a) La société acquéreuse ne pourra, sans l'accord de la société intercommunale, revendre, donner avec ou sans charges, échanger avec ou sans soulte ou faire apport à une autre société, qu'il y ait ou non fusion ou absorption, le bien faisant l'objet de la présente convention, ainsi que les constructions qui y seraient élevées.

b) L'acte de revente, de donation, d'échange ou d'apport devra mentionner l'activité économique à exercer sur le terrain, les autres conditions d'utilisation de celui-ci et reproduire les dispositions contenues dans les articles 10 et 12.

c) La société acquéreuse ne pourra construire ou permettre que l'on construise des bâtiments ou parties de bâtiments à usage d'habitations sous quelque forme que ce soit sur le bien vendu ; cette disposition ne concerne pas le logement destiné au concierge et/ou au gérant dans la mesure où il est réellement occupé par l'une ou l'autre de ces personnes.

En cas de non-respect de cette disposition, la société acquéreuse sera redevable à l'intercommunale d'une somme de cinq cent mille francs à titre d'amende, sans préjudice du droit pour cette dernière de demander, soit la résolution des présentes, soit la destruction des bâtiments ou partie de bâtiments ainsi érigés.

Article 10 : En cas de revente dans un délai de quinze ans à partir de ce jour.... (on omet).

Article 11 : Les espaces non-couverts par des bâtiments industriels ou par leurs voies d'accès, ainsi que par leurs installations complémentaires, seront convertis en espaces verts, sans préjudice de toute autre prescription d'ordre urbanistique.

Article 12 : Sans préjudice de ce qui est prévu ci-avant aux articles sept, neuf et dix, il est rappelé qu'en exécution de l'article 32 de la Loi du trente décembre mil neuf cent septante sur l'expansion économique, la société intercommunale ou l'état belge, représenté par les Ministres ayant les Affaires Economiques ou l'Economie Régionale et les Travaux Publics dans leurs



4

attributions, pourra racheter le terrain vendu par les présentes, au cas où l'utilisateur cesserait l'activité économique prévue à l'article sept ci-avant, ou au cas où elle ne respecterait pas les autres conditions d'utilisation.

Le rachat s'effectuera au prix de la présente vente, adapté en fonction des variations de l'indice de prix à la consommation que publie le Gouvernement. L'infrastructure et les bâtiments - à l'exclusion du matériel et de l'outillage - appartenant à l'utilisateur et situés sur le terrain seront rachetés à leur valeur vénale. Toutefois, si la valeur vénale dépasse le prix de revient tel que comptabilisé, diminué des amortissements admis en matière d'impôts sur les revenus, c'est à ce dernier prix que s'opèrera le rachat. La valeur vénale et le prix de revient tels que définis, seront déterminés par les services compétents de l'état.

Article 13 : Si la société intercommunale et/ou tout autre pouvoir public est amené à effectuer des travaux sur le terrain vendu dans l'intérêt des entreprises implantées ou qui s'implanteraient dans le parc industriel, la société acquéreuse s'engage à concéder à la société intercommunale et/ou à tout autre pouvoir public, le droit de passage nécessaire, dans le respect de ses installations, sans autres indemnités que la remise des lieux en état.

Article 14 : La société intercommunale venderesse déclare que le bien vendu fait partie de la zone industrielle d'Assesse, approuvée par Arrêté Royal du huit mai mil neuf cent septante-deux.

Article 16 : La société acquéreuse déclare que tous les engagements qu'elle a souscrits par les présentes l'ont été tant pour elle-même que pour ses ayants-cause à titre universel et ses ayants-cause à titre particulier.

Article 17 : Les objectifs poursuivis par la société intercommunale étant d'intérêt public, toutes les clauses du présent acte doivent être interprétées dans ce sens.

La partie acquéreur sera purement et simplement subrogée dans tous les droits et obligations de la partie venderesse en ce qui concerne lesdites stipulations.

Par lettre en date du vingt octobre deux mil quatre, le projet des présentes a été adressé au Bureau Economique de la Province de Namur, à Namur, avenue Sergent Vriethoff, numéro 2, venant aux droits de la Société Intercommunale d'Aménagement et d'Equipeement Economique de la Région Namuroise, et par lettre du vingt-trois novembre deux mil quatre, qui demeurera annexée aux présentes, ledit Bureau Economique a marqué son accord sur la présente vente. » » ».

L'acquéreur déclare avoir bien compris la portée pratique de ces conditions particulières ou servitudes et ne pas avoir besoin d'autre explication(s) que celle(s) donnée(s) par le vendeur.

Sous réserve de responsabilité pouvant résulter de faits antérieurs aux présentes, l'acquéreur sera subrogé dans tous les droits et obligations du vendeur résultant des stipulations qui précèdent, pour autant qu'elles soient encore d'application et se rapportent au bien présentement vendu.

...

B. Au vu de ce qui précède, le Notaire instrumentant a interrogé le Secrétariat Général du « B.E.P. » par courrier daté du treize février deux mille quinze.

Commune d'Assesse - 1ère division - ASSESSE

Un entrepôt avec dépendance sur et avec terrain sur et avec terrain d'une superficie de 34 a 21 ca, cadastré, selon matrice récente, section B, numéro 220/M.

2. Invitons le Notaire instrumentant à insérer dans l'acte authentique à intervenir :

i Conformément au Décret du 11 mars 2004 sur les infrastructures d'accueil des activités économiques ainsi qu'à l'article 7 de l'acte-type de vente, tel que rédigé par le Comité d'Acquisition d'Immeubles de Namur conformément à ce décret :

• l'activité économique qui sera exercée sur le bien par l'acquéreur, à savoir : dépannage et entreposage temporaire de véhicules, atelier de mécanique et de carrosserie ;

• l'acquéreur s'engage, pour ce faire, à employer 6 personnes à temps plein sur les deux sites acquis sur le PAE d'Assesse ;

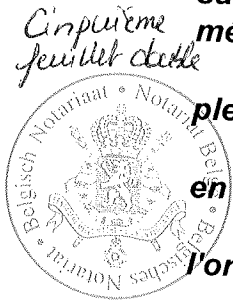
• l'acquéreur s'engage à respecter la réglementation environnementale en vigueur ;

• qu'il s'engage à réaliser, dans les 2 ans, des investissements totaux de l'ordre de 510.000,00 € en ce compris l'achat des biens ;

ii. Les dispositions in extenso des articles suivants de l'acte-type de vente, tel que rédigé par le Comité d'Acquisition d'Immeubles de Namur, conformément au Décret précité, et que l'acquéreur s'engage formellement à respecter :

- Art. 8 : personnel employé
- Art. 8 bis : dépôt de mitraille et/ou de véhicules usagés
- Art 9 : cession de droits réels et mises à dispositions
- Art. 10 : droit de préemption
- Art 11 : espaces verts
- Art 12 : faculté de rachat
- Art 13 : droit de passage
- Art 14 : caution
- Art 15 : ayant cause

iii. Eu égard à l'activité exercée par la société acquéreuse, insérer une clause selon laquelle « l'acquéreur s'interdit de procéder ou de laisser procéder à tout dépôt de véhicules hors d'usage à l'avant et sur les côtés du bâtiment. Ces dépôts sont uniquement autorisés à l'arrière du bâtiment, à la condition qu'ils soient dissimulés de tous les côtés par un écran de verdure permanent de hauteur suffisante. Cette interdiction sera sanctionnée par une amende de € 1.250,00 par infraction et assortie d'une caution bancaire renouvelable d'un même montant dont le titre est à remettre à



l'Intercommunale, préalablement à la signature de l'acte. L'acquéreur s'engage dès à présent à reconstituer cette caution bancaire renouvelable en cas de prélèvement même partiel ou de résiliation par la banque émettrice dans les 15 jours du prélèvement ou de la résiliation.

iv. Enfin, vu la destination des parcs d'activités économiques et les activités à y exercer, une clause selon laquelle :

« « « « Dans la mesure où la présente vente porte sur un bien comprenant déjà un logement destiné au concierge et/ou au gérant, l'acquéreur s'interdit de procéder à la construction de tout autre logement sur ce bien.

En cas de non-respect de cette disposition, l'acquéreur sera redevable à la Société Intercommunale d'une somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS (12.500) EUROS à titre d'amende, sans préjudice du droit pour cette dernière de demander la destruction des bâtiments ou parties de bâtiments ainsi érigés.

Dans la mesure où la présente vente porte sur un bien ne comprenant aucun logement destiné au concierge et/ou gérant), l'acquéreur s'engage à ne pas construire ou permettre que l'on construise, sur le bien vendu, des bâtiments ou partie de bâtiments à usage d'habitation sous quelque forme que ce soit, à l'exception d'un logement destiné précisément au concierge et ou gérant et dans la mesure où il est réellement occupé par l'une ou l'autre de ces personnes, et pour autant que ce logement soit intégré dans les construction à usage professionnel et que sa superficie ne dépasse pas 100 m².

En cas de non-respect de cette disposition, l'acquéreur sera redevable à la Société Intercommunale d'une somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS (12.500) EUROS à titre d'amende, sans préjudice du droit pour cette dernière de demander la destruction des bâtiments ou parties de bâtiments ainsi érigés. » » » ».

3. invitons l'acquéreur à payer à l'intercommunale, une somme forfaitaire de 750,00 € pour les signalisations générales du site et particulière de la firme. » » ».

C. Conformément au courrier daté du vingt-cinq février deux mille quinze, adressé par le Secrétariat Général du « B.E.P. dont question plus avant, les dispositions in extenso des articles 8, 8bis, 9, 10, 11, 12, 13, 14 et 15 de l'acte-type de vente, tel que rédigé par le Comité d'Acquisition d'Immeubles de Namur, conformément au Décret précité, et que l'acquéreur s'engage formellement à respecter, sont reproduites ci-après :

« « « ARTICLE 8

L'acquéreur veillera à recruter le personnel de l'entreprise, de préférence et à compétences égales, dans la région.

ARTICLE 8bis

L'acquéreur s'interdit de procéder ou de laisser procéder à tout dépôt de mitraille et/ou de véhicules usagés sur le terrain objet des présentes. En cas d'infraction, la Société Intercommunale pourra faire évacuer les dépôts et/ou véhicules usagés aux frais de l'acquéreur.

ARTICLE 9

A. L'acquéreur ne pourra, sans l'accord de la Société Intercommunale, revendre, donner avec ou sans charges, céder un droit réel quelconques, échanger avec ou sans soulte, faire apport à une autre société, qu'il y ait ou

non fusion ou absorption, donner en location ou mettre à disposition à quelque titre que ce soit, à titre gratuit ou onéreux, le bien faisant l'objet de la présente convention, ainsi que les constructions qui y seraient élevées.

B. L'acte de revente, de donation, de cession, d'échange, d'apport, de location ou de mise à disposition devra mentionner l'activité économique à exercer sur le terrain, les autres conditions d'utilisation de celui-ci et reproduire in extenso les dispositions contenues dans les articles 10 et 12 des présentes conditions.

Si la Société Intercommunale l'a autorisé expressément à procéder à une mise à disposition du bien objet des présentes, l'acquéreur s'engage à insérer, mutatis mutandis, les dispositions reprises aux articles 7 à 14 des présentes conditions, dans la convention de mise à disposition à intervenir. Cette convention devra en toute hypothèse être soumise à l'accord préalable de la Société Intercommunale.

C. L'acquéreur ne pourra construire ou permettre que l'on construise, sur le bien vendu, des bâtiments ou parties de bâtiments à usage d'habitation sous quelque forme que ce soit. Cette disposition ne concerne pas le logement destiné au concierge et/ou au gérant dans la mesure où il est réellement occupé par l'une ou l'autre de ces personnes, et pour autant que ce logement soit intégré dans les constructions à usage professionnel et que sa superficie ne dépasse pas 100 m².

En cas de non-respect de cette disposition, l'acquéreur sera redevable à la Société Intercommunale d'une somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS (12.500) EUROS, à titre d'amende, sans préjudice du droit pour cette dernière de demander, soit la résolution des présentes, soit la destruction des bâtiments ou parties de bâtiments ainsi érigés.

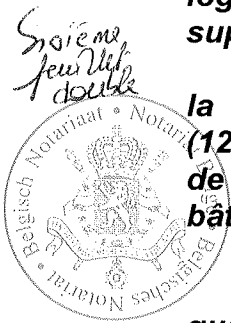
ARTICLE 10

En cas de revente dans un délai de quinze (15) ans à partir de ce jour, que cette revente ait lieu de gré à gré ou par adjudication publique volontaire ou forcée, la Société Intercommunale bénéficiera d'un droit de préférence, aux conditions suivantes :

1- S'il s'agit d'une vente de gré à gré, l'acquéreur au présent acte préviendra la Société Intercommunale de la vente, par lettre recommandée avec accusé de réception et lui consentira la préférence à prix égal. La Société Intercommunale aura trente (30) jours francs à dater de la réception par elle de ladite lettre recommandée pour répondre par la même voie, qu'elle exerce ou non son droit de préférence. En l'absence de réponse dans ledit délai, elle sera censée abandonner l'exercice de ce droit.

§2. S'il s'agit d'une adjudication publique, volontaire ou forcée, l'acquéreur au présent acte et le Notaire instrumentant, ainsi que le créancier poursuivant et/ou le curateur à la faillite seront tenus, chacun, de notifier par lettre recommandée avec accusé de réception, à la Société Intercommunale, au moins trente (30) jours à l'avance, le lieu, la date et l'heure de la vente.

En cas de vente volontaire, l'adjudication aura lieu sous la condition suspensive que la Société Intercommunale n'exerce pas son droit de préférence. Celle-ci disposera, à cet effet, d'un délai de dix (10) jours à dater de l'adjudication. Si la Société Intercommunale exerce son droit de préférence, elle devra notifier sa décision par lettre recommandée à la poste



[Handwritten signature]

avec accusé de réception, à l'acquéreur au présent acte, au Notaire instrumentant et à l'adjudicataire.

En cas d'adjudication sur saisie, la Société Intercommunale jouira de son droit de préférence pendant un délai de dix (10) jours qui prendra cours :

a) s'il n'y a pas de surenchère, à l'expiration du quinzième jour suivant l'adjudication ;

b) s'il y a surenchère, à dater du jour de l'adjudication définitive par suite de surenchère.

Si la Société Intercommunale exerce son droit de préférence, elle devra notifier sa décision aux personnes et de la manière prévue pour les ventes volontaires.

En cas de revente sur folle enchère, la Société Intercommunale disposera d'un délai de dix (10) jours à dater de l'adjudication par suite de folle enchère pour exercer ou non son droit de préférence.

Ces dispositions seront reprises au cahier des charges de l'adjudication publique volontaire ou forcée.

§3.- Le présent article ne préjudicie pas, s'il y a lieu, à l'application des dispositions de l'article 21, paragraphe premier, 6° et paragraphe trois du Décret précité du onze mars deux mille quatre.

ARTICLE 11

Les espaces non-couverts par des bâtiments industriels ou par leurs voies d'accès, ainsi que par leurs installations complémentaires, seront convertis en espaces verts sans préjudice de toute autre prescription d'ordre urbanistique.

L'acquéreur veillera au respect de l'aménagement des abords dès l'introduction de la demande de permis d'urbanisme (espaces verts, plantations, ...).

ARTICLE 12

Sans préjudice de ce qui est prévu ci-avant aux articles 9 et 10, il est rappelé qu'en exécution de l'article 21, paragraphe premier, 6° et paragraphe trois du Décret de la Région wallonne du onze mars deux mille quatre relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques, en cas de cessation de l'activité économique mentionnée à l'article 7 ci-avant ou de non-respect des autres conditions d'utilisation (notamment articles 7 et 9 ci-avant), la Société Intercommunale, après une mise en demeure restée sans effet pendant plus d'un mois, pourra procéder au rachat de l'immeuble.

Le rachat du terrain s'effectuera au prix de la vente initiale adapté en fonction des variations de l'indice des prix à la consommation. Dans l'hypothèse où ce prix serait supérieur à la valeur vénale du terrain, le rachat s'effectue à cette dernière valeur. Les bâtiments appartenant à l'utilisateur ou à l'intermédiaire économique, à l'exclusion des immeubles par destination et des meubles, sont rachetés à la valeur vénale. Si la valeur vénale est supérieure au prix de revient comptabilisé diminué des amortissements admis en matière d'impôts sur le revenu, le rachat s'effectue à ce dernier prix. La valeur vénale et le prix de revient sont déterminés par le Comité d'Acquisition d'Immeubles.

ARTICLE 13

Si la Société Intercommunale et ou tout autre pouvoir public est amené à effectuer des travaux sur le terrain vendu dans l'intérêt des entreprises

implantées ou qui s'implanteraient dans le parc d'activités économiques, l'acquéreur s'engage à concéder à la Société Intercommunale et ou à tout autre pouvoir public, le droit de passage nécessaire, dans le respect de ses installations, sans autre indemnité que la remise des lieux en état.

ARTICLE 14

L'acquéreur s'interdit de procéder ou de faire procéder à tout dépôt de véhicules usagés à l'avant et sur les côtés du bâtiment. Ces dépôts sont uniquement autorisés à l'arrière du bâtiment, à la condition qu'ils soient dissimulés de tous les côtés par un écran de verdure permanent de hauteur suffisante.

Tous dépôts de carcasse de véhicule et de mitraille sur le terrain est formellement interdit.

Ces interdictions seront sanctionnées par une amende de MILLE DEUX CENT CINQUANTE EUROS (1.250,00 EUR) par infraction et assorties d'une caution bancaire d'un même montant établie en faveur de la Société Intercommunale, caution dont le titre lui a été remis antérieurement aux présentes.

L'acquéreur s'engage dès à présent à reconstituer cette caution bancaire en cas de prélèvement, même partiel, ou de résiliation par la banque émettrice, dans les quinze (15) jours du prélèvement ou de la résiliation.

ARTICLE 15

L'acquéreur déclare que tous les engagements qu'il a souscrits par les présentes l'ont été tant pour lui-même que pour ses ayants-cause sans distinction de titre. » » ».

Ensuite de quoi, l'acquéreur déclare :

• qu'il exercera, sur le bien : l'activité économique suivante : dépannage et entreposage temporaire de véhicules, atelier de mécanique et de carrosserie ;

• qu'il s'engage, pour ce faire, à employer six (6) personnes à temps plein sur les deux sites acquis sur le PAE d'Assesse ;

• qu'il s'engage à respecter la réglementation environnementale en vigueur ;

• qu'il s'engage à réaliser, dans les deux ans, des investissements totaux de l'ordre de cinq cent dix mille euros (510.000 EUR), en ce compris l'achat des biens.

L'acquéreur déclare avoir bien compris la portée pratique de ces conditions particulières ou servitudes et ne pas avoir besoin d'autre explication(s) que celle(s) donnée(s) par le vendeur.

Sous réserve de responsabilité pouvant résulter de faits antérieurs aux présentes, l'acquéreur sera subrogé dans tous les droits et obligations du vendeur résultant des stipulations qui précèdent, pour autant qu'elles soient encore d'application et se rapportent au bien présentement vendu. » » ».

Sous réserve de responsabilité pouvant résulter de faits antérieurs aux présentes, l'adjudicataire sera subrogé dans tous les droits et obligations du vendeur résultant des stipulations qui précèdent, pour autant qu'elles soient encore d'application et se rapportent au bien présentement vendu.

Garantie décennale

L'adjudicataire est purement et simplement subrogé dans tous les droits que le vendeur aurait pu invoquer ou a invoqués dans le cadre de la garantie décennale (articles 1792 et 2270 de l'ancien Code civil et article 6 de la Loi Breyne). Toutefois, l'adjudicataire sera tenu, à l'entière décharge du vendeur, de supporter toutes les charges et frais exigibles en résultant dans la mesure où le paiement en est exigé à compter de ce jour.

Dégâts du sol ou du sous-sol

L'adjudicataire est subrogé, sans garantie de leur existence, dans tous les droits que le vendeur pourrait faire valoir contre des tiers à raison des dommages qui auraient pu être causés au sol ou au sous-sol par des travaux d'exploitation, de quelque nature qu'ils soient.

Si le vendeur renonce aux éventuels dommages et intérêts ou si le vendeur a été antérieurement indemnisé, l'adjudicataire devra prendre le bien dans l'état où il se trouve, sans recours contre le vendeur pour quelque motif que ce soit, notamment pour défaut de réparation des dommages indemnisés.

Actions en garantie

L'adjudicataire est de même subrogé dans tous les droits que le vendeur pourrait faire valoir contre les ouvriers, entrepreneurs ou architectes qu'il aurait employés pour les travaux ou constructions, et notamment ceux résultant de l'article 1792 de l'ancien Code civil.

Absence de condition suspensive d'obtention d'un crédit

La présente vente n'est pas réalisée sous condition suspensive d'obtention d'un crédit ou d'un financement.

Condition suspensive du non-exercice par le Bureau Economique de la Province de Namur, en abrégé « BEP », de son droit de préférence

Par courrier daté du 16 septembre 2026, dont une copie demeurera annexée au présent acte, le Bureau Economique de la Province de Namur, en abrégé « BEP » a marqué son accord sur le présent cahier des charges, moyennant l'insertion des articles suivants issus de l'acte-type de vente, tel que rédigé par le Comité d'Acquisition d'Immeubles de Namur conformément du Décret du 02 février 2017 relatif au développement des parcs d'activités économiques et que le futur adjudicataire s'engagera formellement à respecter :

« CONDITIONS SPECIALES

ARTICLE 7 : GÉNÉRALITÉS

Les présentes conditions sont imposées par le Décret du 02 février 2017 relatif au développement des parcs d'activités économiques ou inspirées de la ratio legis de cette législation.

Dans la mesure où les conditions et sanctions visées aux articles qui suivent s'ajoutent aux contraintes légales existantes et à venir ou aux impositions assortissant les éventuels permis nécessaires, il faut considérer qu'elles s'appliquent même si l'acquéreur dispose des autorisations administratives requises tant en vue de la construction que de l'exploitation des activités envisagées sur le bien ici vendu.

ARTICLE 8 : ACTIVITÉ(S) - EMPLOIS - INVESTISSEMENTS

§ 1er. L'acquéreur s'engage à exercer sur le terrain ici vendu, endéans les deux ans de la signature du présent acte, la ou les activités suivantes : *.

L'exercice de cette activité ou de ces activités est effectif lorsqu'est généré un chiffre d'affaires relatif à cette activité ou ces activités entreprises à partir du bien mis à disposition.

Tout changement, total ou partiel, définitif, temporaire ou périodique, d'activité et/ou exploitation du terrain acquis par la présente convention, par rapport à ce qui est indiqué à l'alinéa précédent, devra au préalable faire l'objet d'une autorisation de BEP Expansion Économique. En vertu de l'article 82 du Décret du 02 février 2017 relatif au développement des parcs d'activités économiques, l'exercice d'un commerce de détail sur ou au sein de l'immeuble est strictement interdit, à moins que celui-ci n'ait été préalablement reconnu par le BEP Expansion Économique comme étant auxiliaire des autres activités exercées dans le périmètre de reconnaissance.

Tout refus du BEP Expansion Économique devra être motivé. Dans ce cadre, BEP Expansion Économique dispose d'un droit d'appréciation discrétionnaire en la matière, pour autant que le refus soit justifié par un des motifs suivants :

- le prescrit ou les objectifs poursuivis par le Décret du 02 février 2017 relatif au développement des parcs d'activités économiques ;**
- les dispositions légales et réglementaires applicables au terrain ou à l'activité concernée ;**
- les fortes nuisances susceptibles d'être causées à proximité de l'entreprise liées à toutes nouvelles activités.**

§ 2. L'acquéreur s'engage à employer, dans le même délai, un niveau d'emploi d'au moins * équivalents temps-plein et veillera à recruter le personnel de l'entreprise, de préférence et à compétences égales, dans la région. Ces emplois devront s'exercer sur le site ou, à tout le moins, y être rattaché.

§ 3. L'acquéreur s'engage, endéans les deux ans de la signature de la présente convention, à procéder à des investissements d'un montant minimum de * euros, cette somme comprenant le coût de la présente acquisition.

ARTICLE 9 : RÉGLEMENTATION & GESTION DES ESPACES VERTS

L'acquéreur s'engage à respecter toute législation et réglementation environnementale en vigueur et à venir régissant tant la construction que l'exploitation de l'activité exercée par l'acquéreur, et notamment en matière :

- d'environnement,**
- d'aménagement du territoire et d'urbanisme,**
- d'implantation commerciale.**

En tout état de cause :

a) L'acquéreur s'interdit notamment de procéder ou de laisser procéder à tout dépôt de déchets, de mitraille et/ou de véhicules usagés sur le terrain objet des présentes. Si l'acquéreur n'a pas procédé à l'enlèvement complet desdits déchets, matériaux ou véhicules dans les quinze jours de la réception d'une lettre recommandée par la Société Intercommunale lui signifiant le non-respect de ses engagements, celle-ci pourra faire évacuer les dépôts, déchets et/ou véhicules usagés aux frais de l'acquéreur, sans que ce dernier puisse alors contester la hauteur de ces frais.

b) Afin de garantir en tout temps le caractère esthétique et paysager de l'ensemble du parc, les espaces non-couverts par des constructions ou par leurs voies d'accès ainsi que par leurs installations complémentaires, seront

obligatoirement aménagés en espaces verts sans préjudice de toute autre prescription d'ordre urbanistique ou condition imposée par le permis. Ainsi, l'acquéreur s'engage à aménager en pelouse et à arborer les parties du terrain non-bâties ou non-recouvertes de tarmac, ainsi qu'à les entretenir de façon régulière et à les renouveler en cas de besoin.

L'acquéreur veillera au respect de l'aménagement des abords dès l'introduction de la demande de permis d'urbanisme (espaces verts, plantations, ...). Il devra joindre à ladite demande de permis un plan de l'aménagement des abords, lequel devra être entièrement réalisé dans l'année de la fin des travaux, même si le permis d'urbanisme n'est pas intégralement réalisé.

c) Si l'acquéreur n'a pas procédé aux travaux préconisés (cf. point b) dans les trois mois de l'envoi d'une lettre recommandée par la Société Intercommunale lui signifiant le non-respect de ses engagements, celle-ci pourra faire réaliser lesdits travaux aux frais exclusifs de l'acquéreur, sans que ce dernier puisse alors contester la hauteur de ces frais.

ARTICLE 10 : ACCORD PRÉALABLE ET EXPRÈS

L'acquéreur ne pourra, sans l'accord préalable et exprès de la Société Intercommunale, revendre, donner avec ou sans charges, céder un droit réel quelconque, échanger avec ou sans soulte, faire apport à une autre société, qu'il y ait ou non fusion ou absorption, donner en location ou mettre à disposition à quelque titre que ce soit, à titre gratuit ou onéreux, le bien faisant l'objet de la présente convention, ainsi que les constructions qui y seraient élevées.

Cet accord ne pourra être accordé que si l'acquéreur démontre que la revente est intervenue pour un juste motif, la spéculation ne peut en aucun cas être admise.

L'acte de revente, de donation, de cession de droits réels, d'échange, d'apport ou de location ou, d'une manière générale, de mise à disposition, autorisé par la Société Intercommunale, devra en tout état de cause reproduire in extenso les articles 7 à 15 et préciser que le nouveau détenteur d'un droit réel ou personnel s'engage irrévocablement à les respecter sans réserve. Le ou les éventuels changements d'activité autorisés en application de l'article 8, §1er, al. 2, seront également mentionnés.

ARTICLE 11 : CONCIERGERIE

L'acquéreur ne pourra affecter à l'habitation tout ou partie des bâtiments érigés ou à construire sur le bien vendu, même de manière temporaire ou périodique et sous quelque forme que ce soit. Cette disposition ne concerne pas le logement destiné au personnel de gardiennage nécessaire à la bonne marche de l'exploitation et/ou au gérant dans la mesure où il est réellement occupé par l'une ou l'autre de ces personnes, et pour autant que ce logement soit intégré dans les constructions à usage professionnel et que sa superficie ne dépasse pas 100 m² ou soit limitée à un tiers de la superficie à usage professionnel pour les installations inférieures à 300 m² bâties.

L'acquéreur devra disposer de toutes les autorisations requises pour ce faire.

ARTICLE 12 : SERVITUDE DE TRAVAUX

Si la Société Intercommunale et/ou tout autre pouvoir public est amené à effectuer des travaux sur le terrain vendu dans l'intérêt des entreprises implantées ou qui s'implanteraient dans le parc d'activité économique,

l'acquéreur s'engage à concéder à la Société Intercommunale et/ou à tout autre pouvoir public, le droit de passage nécessaire, dans le respect de ses installations le temps des travaux, sans autre indemnité que la remise des lieux en état.

Toutefois, la Société Intercommunale est expressément exonérée de toute responsabilité quant aux travaux entrepris sur le terrain par les impétrants et aux conséquences de ceux-ci, ainsi qu'à l'encontre de toute relation subséquente entre l'acquéreur et les impétrants, auxquelles la Société Intercommunale demeure en tout état de cause étrangère.

ARTICLE 13 : CLAUSES PÉNALES

Sans préjudice de toutes autres mesures ou sanctions prévues au présent acte, en cas de non-respect par l'acquéreur des engagements repris ci-avant aux articles 8 §1 et 9, 11 et 12, celui-ci sera redevable à la Société Intercommunale d'une indemnité forfaitaire fixée à MILLE DEUX CENT CINQUANTE EUROS (1250,00 EUR) par mois. Cette indemnité ne sera due qu'après l'envoi par la Société Intercommunale ou son mandataire à l'acquéreur d'une mise en demeure de respecter ses engagements non suivie d'effet dans le mois de sa réception. Ce montant est doublé à chaque récidive.

Sans préjudice de toutes autres mesures ou sanctions prévues au présent acte, en cas de non-respect par l'acquéreur des engagements repris ci-avant à l'article 10, celui-ci sera redevable de la somme de CINQ MILLE EUROS (5000,00 EUR) par mois. Cette indemnité ne sera due qu'après l'envoi par la Société Intercommunale ou son mandataire à l'acquéreur d'une mise en demeure de respecter ses engagements non suivie d'effet dans le mois de sa réception. Ce montant est doublé à chaque récidive.

Cette indemnité forfaitaire ne fait pas obstacle à la possibilité pour la Société Intercommunale de réclamer son dommage réel si celui dépasse l'indemnité forfaitaire.

ARTICLE 14 : RACHAT FORCÉ EN CAS DE CESSATION DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE OU EN CAS DE NON-RESPECT DES ENGAGEMENTS

A. Sans préjudice de toutes autres mesures ou sanctions prévues au présent acte, et conformément à l'article 83 du Décret du 02 février 2017 relatif au développement des parcs d'activités économiques, en cas de cessation de l'activité économique identifiée telle que décrite à l'article 8, §1, alinéa 1er, ou de violation des articles 8 §1er, alinéa 2, 8 §2, 8 §3, 9 al. 1er et 10, la Société Intercommunale, après une mise en demeure de respecter ses obligations restée sans effet dans le mois, peut procéder au rachat du bien.

Le rachat du bien s'effectue au prix de la vente initial adapté en fonction des variations de l'indice des prix à la consommation. Dans l'hypothèse où ce prix serait supérieur à la valeur vénale du bien, le rachat s'effectue à cette dernière valeur.

Les bâtiments appartenant à l'utilisateur ou à l'intermédiaire économique, à l'exclusion des immeubles par destination et des meubles, sont rachetés à la valeur vénale. Si la valeur vénale est supérieure au prix de revient comptabilisé diminué des amortissements admis en matière d'impôts sur le revenu, le rachat s'effectue à ce dernier prix. La valeur vénale et le prix de revient sont déterminés par le Comité d'Acquisition d'Immeubles de Namur. Toutes sommes ou indemnités devant revenir à la Société Intercommunale en vertu de la présente convention seront retenues sur le prix de cession.

B. Sans préjudice de toutes autres mesures ou sanctions, en cas d'inexécution partielle des engagements repris à l'article 8, § 3, alinéa 2, la Société Intercommunale peut procéder au rachat de la partie du bien non encore utilisée, selon les modalités d'évaluation du prix de rachat telles que fixées ci-dessus.

ARTICLE 14BIS : RÉSILIATION EN CAS DE NON EFFECTIVITÉ DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Conformément à l'article 82, d, du Décret du 02 février 2017 relatif au développement des parcs d'activités économiques, la vente est résiliée aux torts de l'acquéreur ou du preneur lorsque l'activité économique n'est pas effective dans un délai de quatre ans à dater de la signature de l'acte, après que la Société Intercommunale ait adressé une mise en demeure à l'acquéreur qui sera restée sans effet pendant un mois.

La résiliation s'effectue le quinzième jour qui suit la notification par courrier recommandé de la décision de résiliation du Comité de Direction, à moins que l'acquéreur ou le preneur n'ait préalablement obtenu l'autorisation expresse de la Société Intercommunale de prolonger ce délai d'un an.

Le transfert du terrain à la Société Intercommunale s'effectue au prix de vente initial adapté en fonction des variations de l'indice des prix à la consommation. Dans l'hypothèse où ce prix serait supérieur à la valeur vénale du terrain, le rachat s'effectue à cette dernière valeur.

Les bâtiments appartenant à l'utilisateur ou à l'intermédiaire économique, à l'exclusion des immeubles par destination et des meubles, sont rachetés à la valeur vénale. Si la valeur vénale est supérieure au prix de revient comptabilisé diminué des amortissements admis en matière d'impôts sur le revenu, le rachat s'effectue à ce dernier prix. La valeur vénale et le prix de revient sont déterminés par le Comité d'Acquisition d'Immeubles de Namur. Toutes sommes ou indemnités devant revenir à la Société Intercommunale en vertu de la présente convention sont retenues sur le prix de cession.

Ce prix tient compte des dégradations du bien, en ce compris la pollution du sol, survenues postérieurement à la signature des présentes dont le coût est supérieur à la valeur du bien, la Société Intercommunale se réserve le droit de réclamer le solde restant dû, après déduction sur le prix.

En outre, tous les frais découlant du transfert du bien sont à charge de l'acquéreur. Ils sont dus à la Société Intercommunale et payables au plus tard, le jour de la signature des actes authentiques.

ARTICLE 15 : DROIT DE PRÉFÉRENCE

En cas de revente dans un délai de quinze (15) ans à partir de ce jour, que cette revente ait lieu de gré à gré ou par adjudication publique volontaire ou forcée, la Société Intercommunale bénéficiera d'un droit de préférence, aux conditions suivantes :

§1.- S'il s'agit d'une vente de gré à gré, l'acquéreur au présent acte préviendra la Société Intercommunale de la vente par lettre recommandée avec accusé de réception et lui consentira la préférence à prix égal. La Société Intercommunale aura trente (30) jours francs à dater de la réception par elle de ladite lettre recommandée pour répondre par la même voie, qu'elle exerce ou non son droit de préférence. En l'absence de réponse dans ledit délai, elle sera censée abandonner l'exercice de ce droit.

§2.- S'il s'agit d'une adjudication publique, volontaire ou forcée, l'acquéreur au présent acte et le Notaire instrumentant ainsi que le créancier

poursuivant et/ou le curateur à la faillite seront tenus, chacun, de notifier par lettre recommandée avec accusé de réception, à la Société Intercommunale, au moins trente (30) jours à l'avance, le lieu, la date et l'heure de la vente.

En cas de vente volontaire, l'adjudication aura lieu sous la condition suspensive que la Société Intercommunale n'exerce pas son droit de préférence. Celle-ci disposera, à cet effet, d'un délai de dix (10) jours à dater de l'adjudication. Si la Société Intercommunale exerce son droit de préférence, elle devra notifier sa décision par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, à l'acquéreur au présent acte, au Notaire instrumentant et à l'adjudicataire.

En cas d'adjudication sur saisie, la Société Intercommunale jouira de son droit de préférence pendant un délai de dix (10) jours qui prendra cours à l'expiration du quinzième jour suivant l'adjudication.

Si la Société Intercommunale exerce son droit de préférence, elle devra notifier sa décision aux personnes et de la manière prévue pour les ventes volontaires.

En cas de revente sur folle enchère, la Société Intercommunale disposera d'un délai de dix (10) jours à dater de l'adjudication par suite de folle enchère pour exercer ou non son droit de préférence.

Ces dispositions seront reprises au cahier des charges de l'adjudication publique volontaire ou forcée.

ARTICLE 16 : AYANTS-CAUSE

L'acquéreur déclare que tous les engagements qu'il a souscrits par les présentes l'ont été tant pour lui-même que pour ses ayants-cause sans distinction de titre.

ARTICLE 17 : INTÉRÊT PUBLIC

Les objectifs poursuivis par la Société Intercommunale étant d'intérêt public, toutes les clauses du présent acte doivent être interprétées dans ce sens.

ARTICLE 18 : FRAIS

Tous les frais du présent acte sont à la charge exclusive de l'acquéreur.

ARTICLE 19 : AUTONOMIE DES PARTIES

Les clauses et conditions de la présente vente, notamment le prix stipulé, sont actées conformément aux données et indications fournies par les parties contractantes ; au surplus, la convention ici actée est issue exclusivement de négociations entre l'acquéreur et la Société venderesse, sans aucune intervention quelconque à cet égard du fonctionnaire instrumentant ou du Comité dont il relève. ».

L'adjudication sera conclue sous la condition suspensive du non-exercice par le « BEP » de son droit de préférence dans les conditions susvantes.

Condition suspensive quant à l'accord du Bureau Economique de la Province de Namur, en abrégé « BEP », quant à l'activité économique projetée sur le site et le nombre d'emplois prévus

La présente adjudication sera en outre conclue sous la condition suspensive de l'obtention de l'accord du « BEP » quant à l'activité économique projetée sur le site et le nombre d'emplois prévus par l'adjudicataire.

L'adjudicataire devra effectuer toutes les démarches auprès du « BEP » à cet égard et ce, dans le mois de la signature du procès-verbal d'adjudication constatant la présente vente.



J

✓

En cas de non-réalisation de cette condition suspensive, la présente vente sera réputée nulle et non-avenue, et une nouvelle séance de vente sera fixée par les soins du Notaire soussigné.

Dispositions administratives

I. MENTIONS ET DECLARATIONS PREVUES AUX ARTICLES D.IV.99 ET 100 DU CODE WALLON DU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL (CoDT)

a. Information circonstanciée :

Interrogée par la voie des renseignements notariaux, la Commune d'Assesse a répondu par courrier daté du 18 août 2026, lequel stipule ce qui suit :

« En réponse à votre demande d'informations datée du 10/07/2026, réceptionnée le 14/07/2026, relative aux biens sis à 5330 ASSESSE, rue Fontaine Saint-Pierre, n°1A, Cadastre B n° 0220/M ... on omet... appartenant à la SRL « J.C. GARAGE », nous avons l'honneur de vous adresser ci-après les informations visées à l'article D.IV.99 du Code du développement territorial :

Référence cadastrale : B 220/M ;

Plan de secteur (AR du 14/05/1986) : zone d'activité économique industrielle (35,17a) ;

Schéma de Développement Communal : Zone d'activité économique industrielle ;

PASH Meuse amont et de l'Oise (GW du 29/06/2006) : Zone d'épuration individuelle ;

Aléa d'inondation/Ruissellement : Néant.

Les biens :

Sont situés en GRU :

- Accès aux personnes à mobilité réduite (AGW du 19/12/1984, modifié les 25/02/1999, 20/05/1999 et 25/01/2001).*

- Ancien périmètre du Règlement Général sur les Bâtisses en Site Rural (RGBSR).*

Se situent :

- Dans le Parc naturel « Cœur de Condroz » (AGW du 07/11/2023).*

- Dans un périmètre de reconnaissance de zone : Parc industriel d'Assesse (arrêté du 08/05/1972).*

Ne sont pas situés :

- Dans un périmètre Natura 2000.*

- Dans la zone de prévention de captage de Crupet « VIVAQUA ».*

Ne sont pas soumis :

- Au droit de préemption.*

- À une mesure de lutte contre l'insalubrité.*

- À un permis de location.*

- À la législation relative aux mines, minières ou carrières.*

Ne sont pas repris :

- Sur une liste de sauvegarde de biens susceptibles d'être classés.*

- Dans une vue de ville ou de village protégée.*

- Dans un site classé.*

- Dans un périmètre de fouilles.*

- À l'Atlas des sites archéologiques.*

Ne sont pas concernés par les périmètres de :

- Site à réaménager ;*

- Réhabilitation paysagère et environnementale
- Remembrement urbain ;
- Revitalisation urbaine,

visés respectivement aux articles D.V.1, D.V. 7, D.V.9 et D.V.13 du CoDT.

Informations relatives à la voirie

Pour toute information relative à la voirie (modification à l'Atlas, plan d'alignement, plan d'expropriation, servitude légale, emprise souterraine, etc ...), il convient de prendre contact avec le Service technique provincial - Documentation patrimoniale de l'Atlas des chemins . atlas@province.namur.be

En précisant : l'objet de la demande, la Commune et l'ancienne Commune, la section cadastrale, le numéro cadastral actuel.

Prévisualisation disponible via le Géoportail de la Wallonie : <https://geoportail.wallonie.be/walonmap>

À notre connaissance :

- Les biens en cause n'ont fait l'objet d'aucun permis d'urbanisation délivré après le 1er janvier 1977.

- Le bien cadastré B n°0220/M a fait l'objet d'un permis d'urbanisme délivrés après le 1er janvier 1977 : 47/88 : construction d'un hall de stockage - Octroi FD le 17/11/1988 ;

- ... on omet

- Les biens en cause n'ont fait l'objet d'aucune division notifiée par le Collège.

- Le bien cadastré B n°0220/M a fait l'objet d'une déclaration environnementale de classe 3 : 752.3/12.06 - Mise en activité d'une citerne de gaz propane aérienne d'une capacité de 1600l déclarée recevable le 12/05/2006.

- Le bien cadastré B n°220/M a fait l'objet d'un permis unique de classe 2 pour la construction d'un carwash en date du 12/06/2014.

- ... on omet...

Aucun constat d'infraction à la législation sur l'urbanisme ou sur le droit de l'environnement n'a été relevé concernant ces biens.

Remarques

1. Portée des renseignements urbanistiques

En vertu de l'article R.IV.105-1 du Code du Développement Territorial, les Communes sont tenues de fournir uniquement les renseignements visés à l'article D.IV.97, 7° dudit Code.

2. Existence légale des constructions

Le présent avis ne donne aucune garantie quant à l'existence légale des constructions ou installations présentes sur le bien. La représentation de bâtiments sur un plan cadastral ne signifie en aucun cas que ceux-ci sont réguliers sur le plan urbanistique.

Pour rappel, un permis d'urbanisme est requis pour la plupart des constructions depuis 1962.

3. Vérification de conformité

La réglementation wallonne actuelle ne permet pas à l'administration de vérifier systématiquement la conformité urbanistique des constructions.

En cas de doute sur la régularité des bâtiments, même lorsque les travaux ont été réalisés par des propriétaires précédents, il est conseillé aux propriétaires de s'adresser au Service Urbanisme communal.

4. Infractions urbanistiques

Onzième
feuille
double
de l'avis.



7

La réglementation wallonne prévoit un délai de péremption limité pour certaines infractions conformément à l'article D.VII.1 paragraphe 2 du CoDT.

Lorsqu'un bien est acquis avec une infraction urbanistique, celle-ci ne peut être supprimée, si elle est régularisable, qu'au travers d'une procédure d'autorisation urbanistique, indépendamment de tout changement de propriétaire.

5. Limites des informations communales

Les renseignements urbanistiques sont délivrés dans la stricte limite des données dont dispose l'Administration communale. La Commune ne peut dès lors être tenue responsable de l'absence ou du caractère incomplet d'informations échappant à sa gestion directe.

6. Équipement de la voirie

Afin de respecter le délai fixé à l'article R.IV.105-1 du CoDT, il n'est pas possible de fournir les renseignements visés à l'article D.IV.97, 7° relatifs à l'équipement de la voirie en eau et en électricité.

Il convient de prendre contact directement avec les intercommunales concernées.

7. Attention

Un permis d'urbanisme peut être refusé ou assorti de conditions lorsque le terrain n'a pas accès à une voie suffisamment équipée en eau et en électricité, pourvue d'un revêtement solide et d'une largeur suffisante compte tenu de la situation des lieux, ou lorsqu'il ne satisfait pas aux prescriptions du Code de l'eau en matière d'épuration des eaux usées.

Nous vous en souhaitons bonne réception et vous prions d'agréer, Maître, l'expression de nos sentiments distingués.

Fait à ASSESSE, le 18/08/2026. ».

b. Information générale :

Il est en outre rappelé que :

- aucun des actes et travaux visés à l'article D.IV.4. du CoDT ne peut être accompli sur le bien prédécrit tant que le permis d'urbanisme n'a pas été obtenu ;
- il existe des règles relatives à la péremption des permis ;
- l'existence d'un certificat d'urbanisme ne dispense pas de demander et d'obtenir le permis requis.

c. Destination du bien :

L'adjudicataire déclare avoir déjà pris ses renseignements auprès des Autorités compétentes en matière d'urbanisme aux fins de s'assurer que le bien prédécrit pourra recevoir la destination qu'il envisage de lui donner.

e. Conformité du bien aux normes applicables en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire :

L'adjudicataire reconnaît avoir été informé de l'opportunité de recueillir de son côté, antérieurement à la conclusion de la vente, tous renseignements sur la situation urbanistique du bien prédécrit et sur son environnement.

Le Notaire instrumentant rappelle ce qui suit à propos de son intervention :

- son obligation d'information s'exerce subsidiairement à celle du vendeur,
- elle intervient dans les limites des voies d'accès à l'information et autres sources d'information disponibles, et
- elle ne porte, ni sur les questions juridiques excentrées du contrat immobilier, ni sur les aspects impliquant des constatations de nature technique à propos desquelles le Notaire instrumentant invite les parties à se tourner vers des professionnels spécialisés (jurisconsulte ou Administration et/ou architecte, expert, et caetera ...).

Les parties se déclarent dès lors bien informées du fait que la fonction d'Officier public du Notaire n'implique en aucune manière la vérification technique de la conformité (notamment urbanistique) du bien prédécrit, laquelle investigation technique échappe tant à son domaine de compétence qu'à ses devoirs professionnels et déontologiques. Le Notaire n'a dès lors en aucune façon l'obligation ou le devoir, par exemple (énumération non-limitative) de vérifier le mètre ou le volume du bien prédécrit, pas plus que son implantation, ses caractéristiques constructives, ses teintes, ses matériaux, l'essence des espèces végétales y implantées, et autres considérations généralement quelconques échappant à ses rôles et devoirs, ce que les parties déclarent dûment savoir et reconnaître.

II. DECLARATIONS

a. Le bien n'est :

- ni classé, ni visé par une procédure de classement ouverte depuis moins d'une année ;
- ni inscrit sur la liste de sauvegarde ;
- ni repris à l'inventaire du patrimoine ;
- ni repris dans un périmètre de revitalisation ou de rénovation urbaine ;
- pas situé dans une zone de protection ou dans un site archéologique, tels qu'ils sont définis dans le Code Wallon du Patrimoine, mais est repris dans la cartographie archéologique de Wallonie (Patrimoine).

b. Le bien n'est pas :

- soumis au droit de préemption visé aux articles D.VI.17 et suivants du CoDT ;
- l'objet d'un Arrêté d'expropriation ;
- concerné par la législation sur les mines, minières et carrières, ni par la législation sur les sites à réaménager ;
- repris dans le périmètre d'un remembrement légal.

c. Le bien :

- n'est pas exposé à un risque naturel ou à une contrainte géotechnique majeurs ;
- n'est pas situé dans une réserve naturelle domaniale ou agréée, une réserve forestière ou dans un site Natura 2000 ;
- ne comporte pas une cavité souterraine d'intérêt scientifique ou une zone humide d'intérêt biologique, au sens de l'article D.IV.57, 2° à 4° du CoDT ;
- n'est pas repris dans le plan relatif à l'habitat permanent.

d. Périmètres « SEVESO » :

Le bien prédécrit n'est pas situé à proximité d'un établissement présentant un risque d'accident majeur au sens du Décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ou de zones exclusivement destinées aux industries qui présentent des risques majeurs pour les personnes, les biens ou l'environnement.

e. Zones inondables et axes de ruissellement :

L'attention de l'adjudicataire est attirée sur l'Arrêté Royal du 28 février 2007 portant délimitation des zones à risques visées à l'article 129 §4 de la Loi du 04 avril 2014, ainsi que sur l'existence d'axes de ruissellement en cas de fortes intempéries.

Le bien prédécrit semble ne pas être situé dans une zone à risque d'inondation par débordement d'un cours d'eau.

Le bien prédécrit semble ne pas être traversé par un axe de ruissellement.

Le Notaire instrumentant attire l'attention de l'adjudicataire sur le fait que celui-ci peut consulter, pour de plus amples informations, la cartographie précitée sur le site Internet de la Région Wallonne (<http://geoportail.wallonie.be>).

L'adjudicataire reconnaît être informé de ce qu'en vertu dudit article, l'assureur du contrat d'assurance de choses afférent au péril incendie peut refuser de délivrer une couverture contre l'inondation lorsqu'il couvre un bâtiment, une partie de bâtiment ou le contenu d'un bâtiment qui ont été construits plus de dix-huit mois après la date de publication aux Annexes du Moniteur belge de l'Arrêté Royal classant la zone où ce bâtiment est situé comme zone à risque, soit l'Arrêté Royal du 28 février 2007 portant délimitation des zones à risques visées à l'article 129 de la Loi du 04 avril 2014 relative aux assurances.

III. MENTIONS PREVUES PAR LE DECRET DU 11 MARS 1999 RELATIF AU PERMIS D'ENVIRONNEMENT

Le bien prédécrit ne fait l'objet d'aucune activité soumise à déclaration environnementale, ni permis d'environnement, anciennement permis d'exploiter, de sorte qu'il n'y a pas lieu de faire mention aux présentes de l'article 60 du Décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

IV. ETAT DU SOL : INFORMATION DISPONIBLE - TITULARITE

a) Information disponible

L'extrait conforme de la Banque de donnée de l'état des sols, daté 10 juillet 2026, énonce ce qui suit : « ***Cette parcelle n'est pas soumise à des obligations au regard du Décret sols.*** ».

b) Déclaration de non-titularité des obligations

Le vendeur semble ne pas être titulaire des obligations au sens de l'article 2, 39° du Décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols - ci-après dénommé « Décret sols wallon » -, c'est-à-dire responsable d'une ou plusieurs des obligations énumérées à l'article 19, alinéa 1^{er} dudit Décret, lesquelles peuvent consister, selon les circonstances, en une phase d'investigation et une phase de traitement de la pollution.

c) Déclaration de destination non-contractualisée

Le bien prédécrit est destiné actuellement à l'usage suivant : industriel.

V. POINT DE CONTACT FEDERAL INFORMATIONS CABLES ET CONDUITES (CICC)

Le Notaire instrumentant attire l'attention de l'adjudicataire sur la nécessité de vérifier sur le site internet du CICC (<http://www.klim-cicc.be>) la présence de toutes conduites et canalisations souterraines dans le bien prédécrit, notamment en cas de travaux qui seraient réalisés sur ou dans ledit bien.

Citerne à gaz et/ou à mazout

Le Notaire Xavier DUGARDIN, soussigné, informera les enchérisseurs de ce que la détention d'une citerne à gaz et/ou à mazout, aérienne ou enterrée, d'une contenance de trois mille litres ou plus, oblige son exploitant à se soumettre au Décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, à disposer en exécution de ce Décret d'une déclaration environnementale de classe trois, et à observer les conditions d'exploitations prévue par l'Arrêté du Gouvernement Wallon du 17 juillet 2003 relatif aux conditions intégrales des citernes à mazout de trois mille à vingt-cinq mille litres.

L'adjudicataire devra faire son affaire personnelle de cette législation et de remédier, s'il échet, à toute situation contraire à la Loi, et ce, à l'entière décharge et sans recours contre le saisi.

A toutes fins utiles, l'adjudicataire devra se conformer à l'article 60 du R.G.P.E., libellé comme suit :

« § 1^{er}. Lorsqu'un établissement est exploité, en tout ou en partie, par une personne autre que le titulaire du permis d'environnement ou, dans le cas d'un établissement de classe 3, par une personne autre que le déclarant, le cédant ou ses ayants droit et le cessionnaire procèdent à une notification conjointe à l'Autorité compétente pour délivrer le permis en première instance. Le cessionnaire confirme par écrit, à cette occasion, avoir pris connaissance du permis ou de la déclaration et des conditions complémentaires éventuelles prescrites par l'Autorité compétente sur base de l'article 14 § 5, poursuivre la même activité et accepter les conditions fixées dans le permis d'environnement ou les conditions complémentaires éventuellement prescrites. L'Autorité compétente donne aussitôt acte de sa déclaration au cessionnaire et en informe le Fonctionnaire technique.

§ 2. Aussi longtemps que la déclaration conjointe du transfert n'a pas eu lieu et, le cas échéant, qu'une nouvelle sûreté n'a pas été constituée, l'exploitant cédant ou ses ayants droit demeurent solidairement responsables avec le cessionnaire pour les dommages qui pourraient résulter du non-respect par le nouvel exploitant des conditions d'exploitation applicables à l'établissement.

§ 3. Le Gouvernement peut interdire ou soumettre à d'autres conditions la transmission des permis pour les établissements qu'il désigne.

§ 4. A l'occasion de tout acte translatif ou déclaratif de droits réels immobiliers sur l'établissement, tel que visé à l'article 1^{er} de la Loi hypothécaire du seize décembre mil huit cent cinquante et un, le Notaire donne lecture du présent article aux parties présentes et en fait mention dans l'acte. ».

Dossier d'intervention ultérieur

Le Notaire Xavier DUGARDIN, soussigné, informera les enchérisseurs de la portée de l'Arrêté Royal du 25 janvier 2001, obligeant tout propriétaire qui effectue ou fait effectuer plusieurs travaux à la fois ou successivement à faire appel à un coordinateur de sécurité et imposant à tout saisi la remise d'un dossier d'intervention ultérieure pour des travaux qu'il a effectués ou fait effectuer à partir du 1^{er} mai 2001.

Le Notaire Xavier DUGARDIN, soussigné, bien qu'informé que le bien ait fait l'objet de travaux, ne dispose à ce jour d'aucun dossier d'intervention ultérieure à remettre à l'adjudicataire.

Toutefois, si le saisi remet au Notaire soussigné ledit dossier, le Notaire le transmettra à l'adjudicataire.

L'adjudicataire définitif sera informé qu'il est tenu d'établir un dossier d'intervention ultérieure s'il réalise des travaux, et de ses obligations de faire appel à un coordinateur de chantier dans les cas prévus par la Loi et les règlements en la matière.

Installations électriques

Vu le caractère « forcé » de la vente, il n'a pas été possible de faire établir le procès-verbal de contrôle de l'installation électrique du bien prédécrit.

L'adjudicataire devra faire son affaire personnelle de cette législation et de remédier, s'il échec, à toute situation contraire à la Loi, et ce, à l'entière décharge et sans recours contre le vendeur.

Certificat de performance énergétique

Vu le caractère « forcé » de la vente, il n'a pas été possible de faire établir le certificat de Performance Énergétique valable par un Certificateur PEB de bâtiment reconnu.

Le Notaire soussigné attire l'attention des enchérisseurs sur le fait que le Certificat de Performance Energétique n'est autre qu'un document informatif qui ne constitue en aucun cas un élément essentiel ou décisif pour conclure la vente.

Situation hypothécaire

Le bien prédécrit est vendu pour quitte et libre de toute dette, privilège, hypothèque, inscription ou transcription quelconque, et, pour les ventes purgeantes, avec délégation du prix au profit des créanciers inscrits ou qui auraient utilement fait valoir leurs droits dans les conditions que la Loi prévoit.

Transfert des risques - Assurances

Les risques inhérents au bien vendu sont transmis à l'adjudicataire dès le moment où l'adjudication devient définitive. Dès ce moment, l'adjudicataire doit, s'il souhaite être assuré, se charger lui-même de l'assurance contre l'incendie et les périls connexes.

Si le bien fait partie d'une copropriété forcée, l'adjudicataire est tenu de se soumettre aux dispositions des statuts concernant l'assurance.

Le vendeur est tenu d'assurer le bien prédécrit contre l'incendie et les périls connexes jusqu'au huitième jour à compter du moment où l'adjudication devient définitive, sauf pour les ventes publiques judiciaires où aucune garantie ne peut être donnée.

Abonnements à l'eau, au gaz, à l'électricité

L'adjudicataire s'engage à prendre à son nom, dès le moment de son entrée en jouissance (sauf si la Loi l'y oblige plus tôt), les abonnements à l'eau, au gaz, à l'électricité, ainsi qu'à tout service de même nature ou, si la législation l'y autorise, à en conclure de nouveaux. Il aura en pareil cas à en supporter les redevances à compter de ce moment, de sorte que le vendeur ne puisse plus être recherché à ce sujet.

B. Conditions générales de vente

Champ d'application

Article 1. Les présentes conditions de vente sont d'application à toutes ventes online sur biddit.be - volontaires, judiciaires, et amiables à forme judiciaire - auxquelles il est procédé en Belgique.

En cas de contradiction entre les conditions générales et les conditions spéciales, les conditions spéciales priment.

Adhésion

Article 2. La vente online sur biddit.be s'analyse comme un contrat d'adhésion.

Le vendeur, l'adjudicataire, chaque enchérisseur, qu'il soit porte-fort ou mandataire, et les cautions sont réputés consentir de manière inconditionnelle aux conditions de la vente.

Mode de la vente

Article 3. L'adjudication a lieu publiquement en une seule séance aux enchères online.

Article 4. Le fait de ne pas mettre le bien aux enchères ou de ne pas l'adjuger emporte, à l'égard de tout intéressé, signification du retrait du bien de la vente.

Article 5. Le Notaire dirige la vente. Il doit fixer une enchère minimum. Il peut à tout moment et sans devoir se justifier, entre autres :

a) suspendre la vente ;
b) retirer un ou plusieurs biens de la vente ;
c) refuser une enchère, ou la déclarer non-avenue pour toute cause juridique justifiable (incapacité, insolvabilité, ...) ; il peut reprendre les enchères précédentes par ordre décroissant sans que les enchérisseurs ne puissent s'y opposer ;

d) en cas de décès de l'enchérisseur retenu par le Notaire avant la signature du procès-verbal d'adjudication, soit refuser son enchère et se tourner vers un des enchérisseurs précédents, soit se tourner vers les héritiers de l'enchérisseur décédé ou à une ou plusieurs personne(s) désignée(s) par les successibles de l'enchérisseur décédé ;

e) exiger de chaque enchérisseur une garantie ou une caution (à établir aux frais de l'enchérisseur) ;

f) corriger toute erreur commise au cours de la réception des enchères ou lors de l'adjudication ;

g) sous réserve des limitations légales, modifier les conditions de vente ou les compléter avec des clauses qui n'obligent que les enchérisseurs subséquents ;

h) décider dans les conditions spéciales de vente que l'adjudication peut avoir lieu sous la condition suspensive de l'obtention d'un financement par l'adjudicataire, et pour autant que ce dernier la sollicite. Si cette faculté n'est pas prévue dans les conditions spéciales de vente, l'adjudicataire ne peut dès lors pas s'en prévaloir ;

i) si plusieurs biens sont mis en vente, former des lots distincts et puis, en fonction des enchères, les adjuger par lot ou en une ou plusieurs masses en vue d'obtenir le meilleur résultat. Si les résultats sont similaires, la priorité sera donnée à l'adjudication des lots séparément. Cette disposition ne porte pas préjudice à l'article 50, alinéa 2, de la Loi sur le bail à ferme lorsque celui-ci est d'application. En cas de formation de masse, le Notaire détermine l'enchère minimale pour chaque masse.

Le Notaire tranche souverainement toutes les contestations.

Enchères

Article 6. Les enchères sont émises exclusivement online par le biais du site internet sécurisé www.biddit.be, ce qui sera mentionné dans la publicité.

Le Notaire fixe souverainement le montant minimum des enchères.

Article 7. Seules les enchères formulées en euros sont reçues.

Le déroulement d'une vente online sur biddit.be

Article 8. Chaque personne qui souhaite émettre une enchère peut le faire durant la période déterminée dans les conditions de vente et annoncée dans la publicité.

Article 9. La période des enchères est fixée à huit jours calendrier. Les conditions spéciales de vente mentionnent le jour et l'heure de début et le jour et l'heure de clôture des enchères. Il est possible d'émettre des enchères durant cette période, sous réserve du sablier.

Si une ou plusieurs enchères sont émises au cours du délai de 5 minutes précédant l'heure de clôture des enchères, le mécanisme du « sablier » s'actionne automatiquement. Cela signifie dans ce cas que la durée pour émettre des enchères est prolongée de cinq minutes. Durant cette prolongation, seuls ceux qui ont déjà émis une enchère préalablement à l'heure de clôture initiale, peuvent enchérir. Si, pendant la prolongation, une ou plusieurs enchères ont été émises par ces enchérisseurs, le « sablier » de 5 minutes s'actionne à nouveau à partir de la fin des 5 minutes précédentes. Les enchères sont dans tous les cas clôturées au jour tel que prévu dans les conditions spéciales de vente, de sorte que le « sablier » cesse en tout état de cause à minuit du jour de la clôture des enchères.

En cas de dysfonctionnement généralisé de la plateforme aux enchères, la période pour émettre des enchères sera prolongée ou reprise comme déterminé par le site internet.

Système d'enchères

Article 10.

Général

Un enchérisseur peut émettre une enchère, soit par le biais d'enchères ponctuelles (dites « enchères manuelles »), soit par le biais d'enchères générées automatiquement par le système jusqu'au plafond défini préalablement par lui (dites « enchères automatiques »).

Le premier enchérisseur peut placer une enchère égale ou supérieur à la mise à prix. Dans le cas d'une enchère automatique, si aucun enchérisseur n'a encore encodé d'offre, le système d'enchères automatiques émet une enchère égale à la mise à prix.

Par la suite, l'enchérisseur ou le système d'enchères automatiques émettra des enchères supérieures à l'enchère actuelle d'un autre enchérisseur (manuelle ou automatique) compte tenu du seuil minimum d'enchère, sous réserve toutefois de ce qui suit.

Primauté des enchères automatiques

Les enchères automatiques ont toujours priorité sur les enchères manuelles.

Lorsqu'un enchérisseur émet une enchère de manière manuelle qui équivaut au plafond fixé préalablement par un enchérisseur utilisant le système d'enchères automatiques, le système générera pour lui une enchère d'un montant égal à l'enchère émise manuellement.

Lorsque plusieurs enchérisseurs utilisent le système d'enchères automatiques, la priorité va au premier enchérisseur à avoir encodé son plafond.

Plafond (atteint)

À tous moments, un enchérisseur peut supprimer ou augmenter son plafond avant qu'il ne soit atteint ou lorsqu'il est atteint et qu'il est le meilleur enchérisseur. Dans cette hypothèse, pour ce qui concerne la règle de priorité, il conserve la date et l'heure de la fixation de son plafond initial.

Lorsque le plafond d'un enchérisseur est atteint et que celui-ci n'est plus le meilleur enchérisseur, il est libre d'introduire une enchère manuelle ou de redéfinir un nouveau plafond. Dans ce cas, pour ce qui concerne la règle de priorité, il prendra rang à la date et l'heure de l'encodage de ce nouveau plafond.

Conséquences d'une enchère

Article 11. L'émission d'une enchère online implique que, jusqu'au jour de la clôture des enchères ou jusqu'au retrait du bien de la vente, chaque enchérisseur :

- reste tenu par son enchère et s'engage à payer le prix qu'il a offert ;
- adhère aux conditions d'utilisation du site internet selon la procédure prévue à cette fin ;
- fasse connaître son identité selon le procédé électronique prévu sur le site ;
- adhère à toutes les obligations reprises dans les conditions de vente et, plus spécifiquement, signe ses enchères selon le procédé électronique prévu sur le site ;
- reste à la disposition du Notaire.

Article 12. Après la clôture des enchères, l'émission d'une enchère online implique que :

- les 5 enchérisseurs (différents) ayant émis les offres les plus élevées restent tenus et demeurent à la disposition du Notaire jusqu'à la signature de l'acte d'adjudication ou au retrait du bien de la vente, et ce, néanmoins pendant maximum 10 jours ouvrables après la clôture des enchères ;
- l'enchérisseur retenu par le Notaire conformément à l'article 13 des présentes conditions générales de vente et dont le montant de l'offre a été accepté par le vendeur, compareisse devant le Notaire pour signer le procès-verbal d'adjudication.

La clôture des enchères

Article 13. Avant l'adjudication, le Notaire effectue les vérifications d'usage (incapacité, insolvabilité, ...) concernant le plus offrant et dernier enchérisseur et se tourne, le cas échéant, vers les enchérisseurs précédents, et ce, conformément à l'article 5 des présentes conditions générales de vente.

Le Notaire notifie ensuite au vendeur le montant de l'enchère retenue sans communiquer l'identité de l'enchérisseur. Si le vendeur accepte ce montant, le bien est adjudgé. Par contre, si le vendeur ne peut marquer son accord sur ce montant, le bien est retiré de la vente.

Le Notaire adjuge le bien dans une période de maximum dix jours ouvrables après le moment où les enchères online ont été clôturées. L'adjudication a lieu en un seul et même jour, d'une part, par la communication online de l'enchère la plus élevée retenue et, d'autre part, par l'établissement d'un acte dans lequel sont constatés l'enchère la plus élevée retenue et les consentements du vendeur et de l'adjudicataire.

Refus de signer le PV d'adjudication

Article 14. Par dérogation au droit commun, la vente ne se réalise qu'au moment de la signature du procès-verbal d'adjudication par le Notaire instrumentant, de sorte qu'il s'agit d'un contrat solennel. Tant que le procès-verbal d'adjudication n'a pas été signé, la vente n'est pas parfaite.

Chaque enchérisseur, retenu par le Notaire et dont l'offre a été acceptée par le vendeur, doit signer le procès-verbal d'adjudication au moment fixé par le Notaire et ce, à concurrence du montant le plus élevé qu'il a offert. S'il s'abstient de signer le procès-verbal d'adjudication, il est défaillant.

Le vendeur a alors le choix de :

- soit demander au tribunal d'ordonner que l'enchérisseur signe l'acte, le cas échéant, sous peine d'astreinte ;

- soit retirer le bien de la vente et obtenir une indemnité de plein droit et sans mise en demeure ;
- soit signer l'acte avec un des enchérisseurs précédents et obtenir une indemnité de plein droit et sans mise en demeure.

Tout enchérisseur défaillant doit payer une indemnité forfaitaire de **minimum cinq mille euros (5.000,00 EUR)**.

Plus spécialement, le plus offrant et dernier enchérisseur retenu par le Notaire et dont l'offre a été acceptée par le vendeur doit payer :

- une indemnité forfaitaire égale à **10%** de son enchère retenue, avec un **minimum de cinq mille euros (5.000,00 EUR)** si le bien n'est pas adjugé à un autre enchérisseur (à savoir un des 5 meilleurs enchérisseurs) ;
- une indemnité forfaitaire égale à la différence entre son enchère retenue et le montant de l'adjudication, avec un **minimum de cinq mille euros (5.000,00 EUR)** si le bien est adjugé à un autre enchérisseur.

Quant aux enchérisseurs précédents qui sont également défaillants, chacun d'eux doit payer une indemnité forfaitaire de **cinq mille euros (5.000,00 EUR)**.

Lorsque plusieurs enchérisseurs sont successivement défaillants, leurs indemnités telles que déterminées ci-avant se cumulent.

Le vendeur, qui a accepté l'offre d'un enchérisseur retenu par le Notaire, doit signer le procès-verbal d'adjudication au moment fixé par le Notaire. S'il s'abstient de signer le procès-verbal d'adjudication, il est défaillant.

L'enchérisseur a alors le choix de :

- soit demander au tribunal d'ordonner que le vendeur signe l'acte, le cas échéant sous peine d'astreinte ;
- soit réclamer de plein droit et sans mise en demeure une indemnité forfaitaire égale à **10%** de l'enchère retenue, avec un **minimum de cinq mille euros (5.000,00 EUR)**.

Mise à prix et prime

Article 15. Le Notaire doit fixer une mise à prix. Il peut, pour ce faire, demander l'avis d'un expert désigné par lui. Cette mise à prix est fixée dans les conditions de vente et annoncée dans la publicité.

La mise à prix ne constitue pas une offre de vente.

Le premier enchérisseur qui offre un montant égal ou supérieur à celui de la mise à prix, reçoit une prime correspondant à un pourcent (1 %) de sa première offre, à condition que le bien lui soit définitivement adjugé et pour autant qu'il satisfasse à toutes les conditions de la vente. Cette prime est à charge de la masse.

Si personne n'offre la mise à prix, le Notaire provoquera une première offre en vertu « de l'enchère dégressive » conformément à l'article 1193 ou 1587 du Code judiciaire, après laquelle la vente est poursuivie par enchères. Dans ce cas, aucune prime ne sera due. Le Notaire diminuera donc la mise à prix sur biddit.be (« Prix de départ abaissé »).

Condition suspensive d'obtention d'un financement par l'adjudicataire

Article 16. Les conditions spéciales de vente peuvent déterminer que l'adjudication se fera sous la condition suspensive d'obtention d'un financement par l'adjudicataire. Si cette dernière n'est pas prévue, l'adjudicataire ne pourra se prévaloir de cette condition suspensive. Les conditions spéciales de vente détermineront les modalités de cette condition. En cas de défaillance de la

condition, la personne qui a acheté sous condition suspensive supporte les frais exposés en vue de l'adjudication dans les limites fixées par les conditions de vente.

Subrogation légale

Article 17. L'adjudicataire renonce à la subrogation légale qui existe à son profit en vertu de l'article 5.220, 3° du Code civil, et donne mandat aux créanciers inscrits, aux collaborateurs du Notaire soussigné et à tous intéressés, agissant conjointement ou séparément, pour donner mainlevée et requérir la radiation de toutes inscriptions, transcriptions et mentions qui existeraient à son profit en vertu de la subrogation susmentionnée, malgré sa renonciation.

Déguerpissement

Article 18. Le propriétaire ou l'un d'entre eux qui habite ou occupe le bien vendu est tenu d'évacuer celui-ci et de le mettre à la disposition de l'adjudicataire endéans le délai fixé dans les conditions de vente et, si ce délai n'a pas été fixé, à partir du jour de l'entrée en jouissance par l'adjudicataire. Si le propriétaire ne satisfait pas à cette obligation, il sera sommé à cet effet et, le cas échéant, expulsé, ainsi que tous ceux qui habitent ou occupent le bien avec lui, avec tous leurs biens, par un Huissier de justice requis par l'adjudicataire (après paiement du prix en principal, intérêts, frais et accessoires) sur présentation d'une grosse de l'acte d'adjudication, le tout si nécessaire au moyen de la force publique.

Les frais de l'expulsion sont à charge de l'adjudicataire, sans préjudice d'un éventuel recours contre l'occupant défaillant.

Adjudication à un colicitant

Article 19. L'adjudicataire colicitant à qui le bien a été adjugé a les mêmes obligations que tout autre tiers adjudicataire. Il est tenu de payer l'intégralité du prix sans pouvoir invoquer aucune compensation. Une élection de command par l'adjudicataire colicitant n'est pas permise.

Porte-fort

Article 20. L'enchérisseur à qui le bien est adjugé et qui déclare se porter fort pour un tiers, est tenu endéans le délai fixé pour le paiement du prix ou, le cas échéant, endéans le délai fixé par le Notaire soussigné, de présenter à ce dernier la ratification authentique de celui pour lequel il s'est porté fort. A défaut de ratification endéans ce délai, cet enchérisseur est irréfragablement réputé avoir fait l'acquisition pour son propre compte.

Déclaration de command

Article 21. L'adjudicataire a le droit, à ses frais, d'élire un command conformément aux dispositions légales.

Caution

Article 22. Tout enchérisseur ou adjudicataire est tenu, à ses frais et à première demande du Notaire, de fournir solvable caution ou de lui verser une somme d'argent à titre de garantie, fixée par ce dernier, pour garantir le paiement du prix d'achat, des frais et accessoires. S'il n'est pas immédiatement satisfait à cette demande, l'enchère pourra être considérée comme inexistante, sans devoir donner de motivations.

Solidarité - Indivisibilité

Article 23. Toutes les obligations découlant de la vente reposent de plein droit, solidairement et indivisiblement, sur l'adjudicataire, sur tous ceux qui ont fait une enchère pour l'adjudicataire, sur tous ceux qui achètent pour compte commun, sur ceux qui ont acheté pour lui en qualité de porte-fort ou qui se sont déclarés command, sur les cautions entre eux et sur celles pour lesquelles elles se portent fort, de même que sur les héritiers et ayants-droit de chaque personne visée.

En outre, les frais d'une éventuelle signification aux héritiers de l'adjudicataire seront à leur charge (article 4.98, alinéa 2 du Code civil).

Prix

Article 24. L'adjudicataire doit payer le prix en euros en l'étude du Notaire soussigné **endéans les six semaines à compter du moment où l'adjudication est définitive**. Aucun intérêt n'est dû au vendeur pendant cette période.

Ce paiement est libératoire pour l'adjudicataire.

Le paiement ne peut se faire que par virement sur le compte tiers du Notaire instrumentant.

L'adjudicataire est tenu de déclarer dans le procès-verbal d'adjudication par le débit de quel compte bancaire il va s'acquitter du prix de vente et des frais.

Le prix devient immédiatement exigible à défaut de paiement des frais dans le délai imparti moyennant mise en demeure.

Frais (Région de Bruxelles-Capitale et Région Wallonne)

Article 25. Les frais, droits et honoraires de la vente à charge de l'adjudicataire sont calculés comme indiqués ci-après.

Le plus offrant enchérisseur retenu doit **payer ce montant au moment de la signature du procès-verbal d'adjudication, mais au plus tard cinq jours après la clôture de la période d'enchères**. Il est procédé de la même manière que prévu à l'article 24 pour le paiement du prix.

Il s'agit d'un pourcentage dégressif calculé sur le prix et les charges éventuelles - en ce compris les frais de quittance estimés *pro fisco* à 0,5 % du prix. Ce montant est dû même si aucun acte de quittance séparé n'est signé. Ce montant est basé sur un droit d'enregistrement de douze virgule cinquante pourcent (12,50%). Cela s'élève à :

- vingt-huit pour cent (28,00%), pour les prix d'adjudication jusqu'à trente mille euros (30.000,00 EUR) ;

- vingt-et-un virgule quatre-vingt-cinq pour cent (21,85%), pour les prix d'adjudication au-delà de trente mille euros (30.000,00 EUR) et jusqu'y compris quarante mille euros (40.000,00 EUR) ;

- vingt virgule zéro cinq pour cent (20,05%), pour les prix d'adjudication au-delà de quarante mille euros (40.000,00 EUR) jusqu'y compris cinquante mille euros (50.000,00 EUR) ;

- dix-huit virgule nonante pour cent (18,90%), pour les prix d'adjudication au-delà de cinquante mille euros (50.000,00 EUR) jusqu'y compris soixante mille euros (60.000,00 EUR) ;

- dix-huit virgule dix pour cent (18,10%), pour les prix d'adjudication au-delà de soixante mille euros (60.000,00 EUR) jusqu'y compris septante mille euros (70.000,00 EUR) ;

- dix-sept virgule quarante-cinq pour cent (17,45%), pour les prix d'adjudication au-delà de septante mille euros (70.000,00 EUR) jusqu'y compris

quatre-vingt mille euros (80.000,00 EUR) ;

- seize virgule nonante pour cent (16,90%), pour les prix d'adjudication au-delà de quatre-vingt mille euros (80.000,00 EUR) jusqu'y compris nonante mille euros (90.000,00 EUR) ;

- seize virgule cinquante pour cent (16,50%), pour les prix d'adjudication au-delà de nonante mille euros (90.000,00 EUR) jusqu'y compris cent mille euros (100.000,00 EUR) ;

- seize virgule vingt pour cent (16,20%), pour les prix d'adjudication au-delà de cent mille euros (100.000,00 EUR) jusqu'y compris cent dix mille euros (110.000,00 EUR) ;

- quinze virgule nonante pour cent (15,90%), pour les prix d'adjudication au-delà de cent dix mille euros (110.000,00 EUR) jusqu'y compris cent vingt-cinq mille euros (125.000,00 EUR) ;

- quinze virgule soixante pour cent (15,60%), pour les prix d'adjudication au-delà de cent vingt-cinq mille euros (125.000,00 EUR) jusqu'y compris cent cinquante mille euros (150.000,00 EUR) ;

- quinze virgule vingt pour cent (15,20%), pour les prix d'adjudication au-delà de cent cinquante mille euros (150.000,00 EUR) jusqu'y compris cent septante-cinq mille euros (175.000,00 EUR) ;

- quatorze virgule nonante pour cent (14,90%), pour les prix d'adjudication au-delà de cent septante-cinq mille euros (175.000,00 EUR) jusqu'y compris deux cent mille euros (200.000,00 EUR) ;

- quatorze virgule septante pour cent (14,70%), pour les prix d'adjudication au-delà de deux cent mille euros (200.000,00 EUR) jusqu'y compris deux cent vingt-cinq mille euros (225.000,00 EUR) ;

- quatorze virgule cinquante-cinq pour cent (14,55%), pour les prix d'adjudication au-delà de deux cent vingt-cinq mille euros (225.000,00 EUR) jusqu'y compris deux cent cinquante mille euros (250.000,00 EUR) ;

- quatorze virgule quarante pour cent (14,40%), pour les prix d'adjudication au-delà de deux cent cinquante mille euros (250.000,00 EUR) jusqu'y compris deux cent septante-cinq mille euros (275.000,00 EUR) ;

- quatorze virgule vingt-cinq pour cent (14,25%), pour les prix d'adjudication au-delà de deux cent septante-cinq mille euros (275.000,00 EUR) jusqu'y compris trois cent mille euros (300.000,00 EUR) ;

- quatorze virgule quinze pour cent (14,15%), pour les prix d'adjudication au-delà de trois cent mille euros (300.000,00 EUR) jusqu'y compris trois cents vingt-cinq mille euros (325.000,00 EUR) ;

- quatorze virgule zéro cinq pour cent (14,05%), pour les prix d'adjudication au-delà de trois cents vingt-cinq mille euros (325.000,00 EUR) jusqu'y compris trois cents septante-cinq mille euros (375.000,00 EUR) ;

- treize virgule quatre-vingt-cinq pour cent (13,85%), pour les prix d'adjudication au-delà de trois cents septante-cinq mille euros (375.000,00 EUR) jusqu'y compris quatre cents mille euros (400.000,00 EUR) ;

- treize virgule quatre-vingt pour cent (13,80%), pour les prix d'adjudication au-delà de quatre cents mille euros (400.000,00 EUR) jusqu'y compris quatre cents vingt-cinq mille euros (425.000,00 EUR) ;

- treize virgule septante-cinq pour cent (13,75%), pour les prix d'adjudication au-delà de quatre cents vingt-cinq mille euros (425.000,00 EUR) jusqu'y compris cinq cents mille euros (500.000,00 EUR) ;

- treize virgule soixante pour cent (13,60%), pour les prix d'adjudication au-

delà de cinq cents mille euros (500.000,00 EUR) jusqu'y compris cinq cents cinquante mille euros (550.000,00 EUR) ;

- treize virgule cinquante pour cent (13,50%), pour les prix d'adjudication au-delà de cinq cents cinquante mille euros (550.000,00 EUR) jusqu'y compris six cents mille euros (600.000,00 EUR) ;

- treize virgule quarante-cinq pour cent (13,45%), pour les prix d'adjudication au-delà de six cents mille euros (600.000,00 EUR) jusqu'y compris sept cents cinquante mille euros (750.000,00 EUR) ;

- treize virgule trente pour cent (13,30%), pour les prix d'adjudication au-delà de sept cents cinquante mille euros (750.000,00 EUR) jusqu'y compris un million d'euros (1.000.000,00 EUR) ;

- treize virgule quinze pour cent (13,15%) pour les prix d'adjudication au-delà de un million d'euros (1.000.000,00 EUR) jusqu'y compris deux millions d'euros (2.000.000,00 EUR) ;

- douze virgule nonante-cinq pour cent (12,95%) pour les prix d'adjudication au-delà de deux millions d'euros (2.000.000,00 EUR) jusqu'y compris trois millions d'euros (3.000.000,00 EUR) ;

- douze virgule nonante pour cent (12,90%) pour les prix d'adjudication au-delà de trois millions d'euros (3.000.000,00 EUR) jusqu'y compris quatre millions d'euros (4.000.000,00 EUR) ;

- douze virgule quatre-vingt-cinq pour cent (12,85%), pour les prix d'adjudication au-delà de quatre millions d'euros (4.000.000,00 EUR).

Article 25bis. Dispositions communes à toutes les Régions en matière de frais à charge de l'adjudicataire

En cas d'adjudication séparée de plusieurs lots, le pourcentage correspondant est appliqué séparément sur le prix et les charges de chaque lot, et, en cas d'adjudication en masse, sur le prix et les charges de cette masse, sauf en cas d'élection de command partielle (où le pourcentage correspondant est appliqué séparément sur le prix et les charges des lots ainsi formés).

Le montant déterminé à l'article 25 comprend un droit d'enregistrement payable au taux ordinaire (12% pour la Région Flamande et 12,5 % pour la Région de Bruxelles-Capitale et la Région Wallonne), ainsi qu'une contribution aux frais et honoraires.

Si une disposition légale donne lieu à une exemption des droits d'enregistrement, à un taux réduit ou un à plusieurs autres régimes favorables (par exemple, un droit de partage ou un droit réduit, la reportabilité, l'abattement), à une majoration du droit d'enregistrement dû ou à la comptabilisation de la TVA ou si l'adjudicataire a droit à une adaptation de l'honoraire légal, le montant prévu à l'article 25 sera réduit du montant de la différence avec le droit d'enregistrement inférieur et/ou les honoraires inférieurs ou sera majoré ou sera augmenté avec la différence avec le droit d'enregistrement supérieur ou avec la TVA due.

Les conséquences d'une insuffisance d'estimation relevée éventuellement par l'Administration fiscale demeureront à charge exclusive de l'adjudicataire.

Les frais supplémentaires suivants doivent être supportés par l'adjudicataire : les frais des éventuels actes de cautionnement qui lui seraient demandés, de ratification d'une personne pour laquelle il se serait porté fort ou d'élection de command, ainsi que les éventuels indemnités ou intérêts de retard auxquels il serait tenu en cas de défaillance. Ces frais doivent être payés dans les délais prévus pour le paiement des frais.

Article 25ter. Dispositions générales sur les frais pour toutes les Régions à charge du vendeur

Le vendeur supporte le solde des frais et honoraires de la vente, ainsi que les frais de la transcription, les frais de l'inscription d'office, de l'éventuelle grosse et des actes de quittance, de mainlevée et éventuellement d'ordre.

Compensation

Article 26. L'adjudicataire ne peut opposer aucune compensation entre le prix d'adjudication et une ou plusieurs créances, de quelque nature qu'elle soit, qu'il pourrait avoir contre le vendeur.

Il existe deux exceptions à cette règle :

- si l'adjudicataire peut bénéficier d'une prime de mise à prix, il peut porter cette prime en déduction du prix dû ;
- s'il est créancier hypothécaire premier inscrit (et ce, à concurrence de sa créance garantie par l'hypothèque) et qu'aucun autre créancier ne peut prétendre à la distribution du prix sur le même pied d'égalité que lui.

Aucune compensation ne peut davantage être opposée en cas de vente à un indivisaire colicitant, ce dernier étant assimilé pour la totalité du prix à un tiers acquéreur, sauf dérogation éventuelle dans les conditions de vente.

Intérêts de retard

Article 27. Passés les délais de paiement, quel que soit le motif du retard et sans préjudice à l'exigibilité, l'adjudicataire devra, de plein droit et sans mise en demeure, les intérêts sur le prix, les frais et charges accessoires, ou la partie de ceux-ci restant due et ce, depuis le jour de l'exigibilité jusqu'au jour du paiement. Le taux d'intérêt sera fixé dans les conditions de la vente. A défaut, le taux d'intérêt légal en matière civile majoré de quatre pour cent sera d'application.

Sanctions

Article 28. A défaut pour l'adjudicataire, fût-il colicitant, de payer le prix, les intérêts, les frais ou autres accessoires de la vente ou, à défaut par lui d'exécuter d'autres charges ou conditions de celle-ci, le vendeur a le droit :

- soit de poursuivre la résolution de l'adjudication,
- soit de faire vendre à nouveau publiquement l'immeuble à charge de l'adjudicataire défaillant,
- soit de procéder, par voie de saisie, à la vente de l'immeuble vendu ou de tout autre bien appartenant à l'adjudicataire défaillant.

Ces possibilités n'empêchent pas que le vendeur peut exiger des dommages et intérêts à charge de l'adjudicataire défaillant ou de ceux qui seraient tenus avec lui.

Résolution de la vente : La résolution de la vente a lieu sans recours judiciaire préalable, après une mise en demeure par exploit d'huissier par laquelle le vendeur aura fait connaître à l'adjudicataire sa volonté d'user du bénéfice de la présente stipulation, si elle est restée infructueuse pendant quinze jours. En pareil cas, l'adjudicataire sera redevable d'une somme égale à dix pour cent du prix d'adjudication, revenant au vendeur à titre de dommages et intérêts forfaitaires. Le vendeur indique dans la mise en demeure ou dans un acte distinct les manquements, reprochés à l'adjudicataire, qui justifient la résolution de la vente.

Nouvelle vente - Revente sur folle enchère : Si le vendeur préfère faire vendre à nouveau l'immeuble, l'adjudicataire défaillant ne pourra arrêter cette nouvelle vente qu'en consignat en l'étude du Notaire instrumentant une somme suffisante pour acquitter toutes les obligations, en principal, intérêts et accessoires, dont il était tenu aux termes des conditions de la vente, ainsi que pour couvrir les frais de procédure et de publicité de la nouvelle vente.

Cette nouvelle vente aura lieu par le ministère du même Notaire ou, à son défaut, par un Notaire désigné par le juge, conformément aux conditions de la vente. Ceci implique notamment que le deuxième acquéreur doit payer le forfait de frais (comprenant les droits d'enregistrement qui lui sont applicables) comme s'il n'y avait pas eu de vente auparavant. Le montant des droits d'enregistrement repris dans les frais forfaitaires imputés au deuxième acquéreur est ajouté à la masse. Ce montant est utilisé par priorité pour régler les frais restant dus par l'adjudicataire défaillant.

Par conséquent, l'adjudicataire sur folle enchère ne peut pas invoquer l'exemption de l'article 159, 2°, du Code des droits d'enregistrement.

Il sera procédé à cette nouvelle vente aux frais et risques du défaillant et conformément aux articles 1600 et suivants du Code judiciaire, soit comme suit :

- dès que le Notaire en est requis par la personne habilitée à poursuivre la folle enchère, il met en demeure, par exploit d'huissier ou par lettre recommandée avec accusé de réception, l'adjudicataire défaillant de remplir dans un délai de huit jours les obligations prévues à l'article 1596 du Code judiciaire ou d'exécuter les clauses de l'adjudication ;
- en l'absence de réquisition préalable, à partir du lendemain du jour de l'échéance fixée dans le cahier des charges en vue de remplir les obligations prévues à l'article 1596 du Code judiciaire ou d'exécuter les clauses de l'adjudication, le Notaire met en demeure dans un délai raisonnable, par exploit d'huissier ou par lettre recommandée avec accusé de réception, l'adjudicataire défaillant de remplir ses obligations dans un délai de huit jours ;
- à défaut du respect des obligations prévues à l'article 1596 du Code judiciaire ou des clauses de l'adjudication par l'adjudicataire à l'expiration du délai de huit jours énoncé ci-dessus, le Notaire en informe immédiatement par courrier recommandé toutes les personnes habilitées à poursuivre la folle enchère ;
- dans un délai de quinze jours à compter de la date du courrier recommandé visé à l'alinéa précédent, le Notaire doit être requis de poursuivre la folle enchère, à peine de forclusion. A défaut, seules les autres voies de droit demeurent possibles ;
- les délais sont calculés conformément aux articles 52 et suivants du Code judiciaire.

Sans préjudice de tous dommages et intérêts ci-après précisés, l'acquéreur défaillant sera tenu de la différence entre son prix et celui de la nouvelle vente, sans pouvoir réclamer l'excédent, s'il y en a, ce dernier revenant à la masse.

L'acquéreur défaillant sera, en outre, redevable au vendeur des intérêts sur son prix et des frais impayés, au taux stipulé, depuis le jour où l'adjudication à son profit est devenue définitive jusqu'au jour où la nouvelle vente devient définitive. De même, il sera redevable des frais occasionnés par sa défaillance qui ne seraient pas pris en charge par l'acquéreur définitif, ainsi que d'une somme égale à dix pour cent de son prix d'adjudication, revenant au vendeur à titre de dommages et intérêts forfaitaires.

L'acquéreur défaillant ne peut pas invoquer le fait que le nouvel acquéreur a pu bénéficier d'un tarif d'imposition plus bas et/ou d'un autre régime fiscal de faveur, ni invoquer l'article 159, 2° C. enreg. (Rég. Bxl.-Cap.)/ C. enreg. (Rég. wal.) ou l'article 2.9.6.0.1, alinéa 1^{er}, 2° VCF, pour faire diminuer les coûts.

Saisie-exécution immobilière : Si le vendeur préfère procéder par le biais d'une procédure de vente sur saisie-exécution immobilière, celle-ci aura lieu de la manière que le Code judiciaire organise. Les poursuites pourront pareillement être exercées sur tout autre bien appartenant au débiteur, sans que le vendeur doive, par dérogation à l'article 1563 du Code judiciaire, établir au préalable l'insuffisance du bien qui lui est affecté par privilège.

Pouvoirs du mandataire

Article 29. Lorsqu'un vendeur, un adjudicataire ou tout autre intervenant constitue un ou plusieurs mandataire(s) aux termes des conditions de la vente, chacun de ces mandataires est censé disposer des pouvoirs suivants :

- assister aux séances de vente, stipuler et modifier les conditions de la vente, faire adjuger les biens au prix que le mandataire avisera, recevoir le prix et ses accessoires et en consentir quittance, ou payer le prix, les frais et ses accessoires et en recevoir quittance ;
- consentir tout délai de paiement, consentir à toutes mentions et subrogations avec ou sans garantie ;
- renoncer à tous droits réels, à l'action résolutoire et à la subrogation légale, donner mainlevée et consentir à la radiation de toutes inscriptions, transcriptions et mentions marginales, saisies et oppositions, de dispenser l'Administration Générale de la Documentation Patrimoniale de toute inscription d'office, avec ou sans constatation de paiement ;
- engager toutes poursuites et pratiquer toutes saisies, faire revendre sur folle enchère et mettre en œuvre tous autres moyens d'exécution ;
- passer et signer tous actes et procès-verbaux, élire domicile, substituer et, en général, faire tout ce que les circonstances imposeront.

Avertissement

Article 30. Toutes les informations émanant du vendeur et/ou de tiers, en ce compris des Autorités et Services Publics, sont données sous leur seule responsabilité.

Les renseignements figurant dans la publicité sont donnés à titre de simples indications. Seules les mentions figurant aux conditions de la vente valent entre parties.

C. Les définitions

- **Les conditions de vente** : toutes les dispositions qui sont reprises dans les conditions générales et spéciales ou dans le procès-verbal d'adjudication.
- **Le vendeur** : le propriétaire ou toute personne qui requiert de vendre et qui met le bien en vente, même si le bien n'est pas encore effectivement vendu.
- **L'adjudicataire** : celui ou celle à qui le bien est adjugé.
- **Le bien** : le bien immeuble ou les biens immeubles qui sera ou seront mis en vente et qui sera ou seront vendu(s), sauf retrait de la vente-;
- **La vente online** : la vente conclue online et qui se déroule via www.biddit.be. La vente se déroule le cas échéant conformément aux articles 1193

et 1587 du Code judiciaire. Il s'agit d'un synonyme de vente publique.

- La vente : la convention conclue entre le vendeur et l'adjudicataire.
- L'offre online/l'enchère online: l'enchère émise par le biais du site internet sécurisé www.biddit.be, développé et géré sous la responsabilité de la Fédération royale du notariat belge (Fednot).
- L'enchère manuelle : l'enchère émise ponctuellement ;
- L'enchère automatique : l'enchère générée automatiquement par le système d'enchères automatiques et qui ne peut dépasser le plafond fixé préalablement par l'enchérisseur. Le système d'enchères automatiques se charge d'enchérir à chaque fois qu'une nouvelle Enchère est encodée, ce jusqu'à ce que le montant fixé par l'enchérisseur soit atteint ;
- L'offrant : celui ou celle qui émet une offre, soit une offre ponctuelle par laquelle l'offrant augmente lui-même l'offre précédente, soit par le biais d'un système d'offres automatiques par lequel l'offrant laisse le système générer des offres jusqu'à un plafond fixé à l'avance par lui.
- La mise à prix : le prix à partir duquel les enchères peuvent commencer.
- L'enchère minimum : le montant minimum auquel il faut surenchérir ; les offres inférieures ne seront pas acceptées. L'offrant devra surenchérir par des offres ponctuelles correspondant à ce montant ou un multiple de celui-ci. En cas d'offres automatiques, l'offre augmentera à chaque fois à concurrence de ce montant minimum. Le Notaire détermine l'enchère minimum.
- La clôture des enchères : le moment à partir duquel plus aucune offre ne peut être émise. Il s'agit de la fin de la séance unique. Celle-ci est déterminée virtuellement.
- L'adjudication : l'opération par laquelle, d'une part, l'enchère la plus élevée retenue sur biddit.be est communiquée et, d'autre part, l'acte d'adjudication est passé, dans lequel l'enchère la plus élevée retenue et le consentement du vendeur et de l'adjudicataire sont constatés. Ceci doit se dérouler en une journée.
- Le moment auquel l'adjudication est définitive : soit le moment de l'adjudication, si aucune condition suspensive n'est d'application, soit le moment auquel toutes les conditions suspensives auxquelles la vente est soumise, sont remplies.
- Le Notaire : le Notaire qui dirige la vente.
- Le jour ouvrable : tous les jours à l'exception d'un samedi, d'un dimanche ou d'un jour férié légal.
- La séance : la période durant laquelle les enchères peuvent avoir lieu.

D. Procuration

Qui est chargé, de manière irrévocable, de :

- vendre, au nom et pour le compte du mandant, le bien immobilier décrit ci-dessus, dans les formes, pour les prix (sous réserve de la clause contenant un prix minimal, qui suit), moyennant les charges, clauses et conditions, à la personne ou aux personnes que le mandataire approuvera ;
- former tous les lots, faire toutes les déclarations, stipuler toutes les dispositions concernant les servitudes et les parties communes ;
- engager le mandant à fournir toute garantie et à accorder toute justification et mainlevée ;
- fixer la date d'entrée en jouissance, déterminer le lieu, le mode et le délai de paiement des prix de vente, frais et accessoires, faire tous les transferts et donner toutes les indications de paiement, recevoir les prix d'achat, les frais et les accessoires, donner quittance et décharge avec ou sans subrogation ;
- lotir les biens, les scinder, les mettre sous le régime de la copropriété forcée, demander toutes les autorisations et attestations à cette fin, établir et signer tous les actes de lotissement, de scission ou de division, tous les actes de base, règlements de copropriété et actes similaires, y compris la signature des actes de dépollution gratuite du sol et l'exécution de toutes les charges et conditions imposées ;
- dispenser expressément l'Administration Générale de la Documentation Patrimoniale, en tout ou en partie, pour quelque motif que ce soit, de prendre inscription d'office, après ou sans paiement, accorder mainlevée d'opposition, de saisies ou d'autres obstacles, accorder mainlevée et approuver la radiation de toutes transcriptions, inscriptions et mentions marginales quelconques de mise en gage, avec ou sans renonciation aux privilèges, à l'hypothèque, à l'action résolutoire et à tout droit réel, renoncer aux poursuites et aux voies d'exécution ;
- accepter des adjudicataires et autres toutes les garanties et hypothèques à titre de sûretés du paiement ou de l'exécution des obligations ;
- en cas de défaut de paiement ou d'exécution de conditions, charges ou stipulations, ainsi qu'en cas de litige, assigner et comparaître en justice en tant que demandeur ou défendeur, faire plaider, former opposition, interjeter appel, se pourvoir en cassation, prendre connaissance de tous les titres et pièces, obtenir des jugements et arrêts, utiliser toutes les voies d'exécutions, même extraordinaires, notamment la folle enchère, la dissolution de la vente, une saisie immobilière, et *caetera* ..., toujours conclure un accord, transiger et compromettre ;
- procéder, à l'amiable ou par voie judiciaire, à tous les arrangements, liquidations et partages, faire ou exiger tous les apports, faire tous les prélèvements

ou y consentir, composer les lots, les répartir à l'amiable ou par tirage au sort, fixer toutes les soultes, les recevoir ou les payer, laisser la totalité ou une partie des biens en indivision, transiger et compromettre ;

- au cas où l'un ou plusieurs des actes juridiques précités ont été accomplis par le biais d'un porte-fort, les approuver et les ratifier ;

- accomplir à cette fin tous les actes juridiques, signer tous les actes et pièces, se subroger, élire domicile et, de manière générale, faire tout ce qui sera nécessaire ou utile, même ce qui n'est pas expressément mentionné dans le présent acte.

Si le bien n'est pas adjugé, le mandant est informé de ce que, conformément à l'article 2002 de l'ancien Code civil, il est solidairement tenu des frais exposés.

Ce mandat ne limite en rien les autres possibilités de vente dans le cas où la vente n'a pas lieu ; il peut également être utilisé dans le cas d'une vente de gré à gré ultérieure.

Le mandant déclare marquer son accord irrévocable pour que le bien soit adjugé au prix minimum (le cas échéant, pour le prix minimum pour chacun des lots) fixé dans un engagement écrit, signé et remis par le mandant au Notaire préalablement à la mise en vente online du bien. Le mandant s'interdit de retirer le bien de la vente online dès que le prix minimum est atteint. Il déclare, en outre, ne pas modifier ce montant, sauf par acte authentique reçu par le Notaire requis pour la mise en vente online au plus tard lors de l'adjudication. Cet acte pourra également être reçu par un autre Notaire et produira ses effets, pour autant que le Notaire requis de la mise en vente online en soit avisé et réceptionne la copie de cet acte. Le mandant déclare avoir une parfaite connaissance que si le bien n'est pas adjugé, il supportera tous les frais liés directement ou indirectement à la présente vente.

Confirmation de l'intitulé de comparution

Le Notaire soussigné confirme que l'intitulé de comparution de la requérante et du vendeur lui a été démontré sur la base de documents requis par la Loi.

Droit d'écriture

Le droit d'écriture s'élève à la somme de cinquante euros (50,00 EUR), payée sur déclaration par les soins du Notaire instrumentant.

Loi organique sur le notariat - information légale

La requérante reconnaît avoir été éclairée en temps utile par le Notaire instrumentant sur la portée de l'article 9, paragraphe 1^{er}, alinéa 2, de la Loi contenant organisation du notariat, qui dispose :

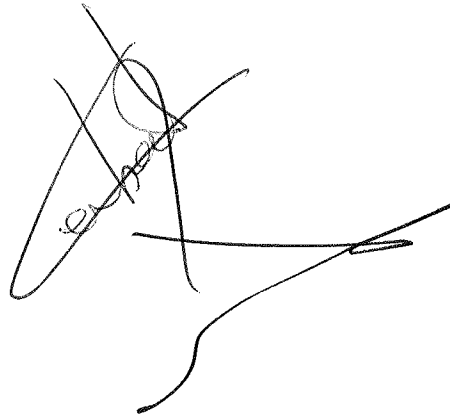
« Lorsqu'il constate l'existence d'intérêts contradictoires ou d'engagements disproportionnés, le Notaire attire l'attention des parties et les avise qu'il est loisible à chacune d'elles de désigner un autre Notaire ou de se faire assister par un conseil. Le Notaire en fait mention dans l'acte notarié. ».

DONT PROCES-VERBAL.-

Fait et passé à Namur/Saint-Servais, en l'étude, le jour dit.

La requérante Nous a déclaré qu'elle a pris connaissance du projet du présent acte le 04 septembre 2026, et que ce délai lui a été suffisant pour l'examiner utilement.

Et après commentaires et lecture intégrale en ce qui concerne les parties de l'acte visées à cet égard par la Loi et partiellement des autres dispositions, le Notaire soussigné a signé.

A handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke extending to the right.